AMARENCO
Invest in RE.Generation

Valenciennes Métropole

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VALENCIENNES MÉTROPOLE

Déclaration de projet entrainant mise en compatibilité du PLUi

Projet de stockage d'énergie à Famars

Notice justifiant l'intérêt général du projet-

Juin 2026



SOCOTEC URBYCOM

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

TABLE DES MATIERES

Table des matières ____ *2*

PREAMBULE ____ *3*

I. contexte ____ *4*

1. Introduction : la déclaration de projet ____ 4
2. Procédure ____ 5

II. présentation de l'objet de la procédure ____ *7*

1. Contexte ____ 7
2. Localisation du projet au sein du territoire ____ 7
3. Equipements envisagés ____ 13
4. Situation du projet dans le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal 14

III. Justifications du caractere d'intérêt général du projet ____ *16*

1. Contexte juridique et théorie du bilan ____ 16
2. Etat des lieux du stockage en France ____ 17
3. Intérêt général du stockage par batteries ____ 17
4. Intérêt du site retenu ____ 18
5. Réduction de surface : mise en place de la séquence « éviter, réduire, compenser ». ____ 18
6. Emissions de CO2 ____ 21
7. Financement ____ 22
8. Programme de régénération ____ 22

IV. incidences sur l'Environnement ____ *24*

1. Artificialisation ____ 24
2. Occupation du site ____ 25
3. Milieu naturel ____ 26
4. Milieu agricole ____ 27
5. Paysage ____ 28
6. Accès/Voirie et Déplacements ____ 29
7. Patrimoine archéologique et bâti ____ 29
8. Risques naturels ____ 30
9. Risques technologiques ____ 31

a. Etablissements classés SEVESO ____ 31

b. Transport de matière dangereuses et radioactives ____ 31

c. Axes terrestres bruyant ____ 32

d. Sites et sols pollués ____ 32

10. Servitudes ____ 33
11. Synthèse des enjeux ____ 34

V.Compatibilité du projet avec le Projet d'aménagement et de développement durables du plui ____ *34*

VII. compatibilité avec les documents supracommunaux ____ *36*

1. Le SRADDET de la Région Hauts-de-France ____ 36
2. Le SCOT du Valenciennois ____ 37

VIII. Bilan coût-avantage ____ *38*

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

PREAMBULE

La réalisation de cette étude est à l'initiative de AMARENCO France. Il s'agit d'une déclaration de projet pour un projet de stockage d'énergie, sur le territoire de la commune de Famars.

MAITRE D'OUVRAGE

AFR 59, représenté par AMARENCO France
32 chemin de Touny
81120 Lagrave

Directeur Général Délégué :
Monsieur MAENHAUT Frédéric
Mail : contact@amarencogroup.com
Tel : 05 63 34 20 42

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

I. CONTEXTE

1. Introduction : la déclaration de projet

La procédure de déclaration de projet permet de se prononcer sur l'intérêt général d'une action, opération d'aménagement ou de la réalisation d'un programme de construction (**article L.300-6 du code de l'Urbanisme**). Cette procédure est notamment utilisée lorsque le projet vient porter atteinte à l'économie générale du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).

Ainsi, la procédure de déclaration de projet d'intérêt général permet de mettre en compatibilité le document d'urbanisme avec un projet défini, et non l'inverse. Cependant, cela nécessite de démontrer le caractère d'intérêt général du projet.

La procédure de mise en compatibilité des documents d'urbanisme à travers une déclaration de projet était initialement conduite par le code de l'Urbanisme. Cette possibilité a été étendue en 2002 à la déclaration de projet prise en application du code de l'environnement. Cette dernière constitue une obligation renforcée de motivation pesant sur les maîtres d'ouvrage public, avant toute autorisation de travaux publics soumis à enquête publique. Elle répond ainsi à un souci de démocratie et de transparence : les décideurs publics prennent leurs responsabilités publiquement et formellement, par des décisions clairement identifiées, sur les projets dont ils sont les auteurs.

La loi du 1er août 2003 a entendu permettre "*aux communes et aux établissements publics qui réalisent des opérations d'aménagement, notamment des opérations de rénovation urbaine, de disposer d'une procédure simple de mise en conformité des schémas de cohérence territoriale et des plans locaux d'urbanisme (PLU), lorsque ces documents n'avaient pas prévu l'opération, en se prononçant par une déclaration de projet sur l'intérêt général que présente l'opération*".

La finalité première de cette procédure, régie par l'article **L. 300-6 du code de l'urbanisme**, est donc la mise en compatibilité simple et accélérée des documents d'urbanisme.

La déclaration de projet relevant du code de l'urbanisme était initialement réservée aux collectivités territoriales, avant d'être étendue à l'Etat et à ses établissements publics par la loi du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement.

La loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion et son décret d'application ont quant à eux élargi le recours à l'article L. 300-6 aux programmes de construction. Enfin, la loi Grenelle II du 12 juillet 2010 a encore étendu les possibilités offertes par la déclaration de projet lorsqu'elle est mise en œuvre par l'Etat, celui-ci pouvant désormais procéder en même temps qu'à la mise en compatibilité du PLU, aux "adaptations nécessaires" d'autres documents d'urbanisme et plans/programmes.

Ensuite, le champ de la déclaration de projet prévue à **l'article L. 300-6 du code de l'urbanisme** a été étendu à deux reprises au cours de l'année 2023, d'une part, par la loi du 10 mars 2023 au profit de certaines installations de production d'énergies renouvelables, d'autre part, par la loi Industrie verte du 23 octobre 2023, au bénéfice des implantations industrielles relevant des chaînes de valeur des secteurs des technologies favorables au développement durable. A cette occasion, le législateur en a profité pour clarifier le champ de cette procédure qui permet à la collectivité (ainsi qu'à l'État et ses établissements publics) de se prononcer, après enquête publique sur l'intérêt général (article L.300-6 du code de l'Urbanisme):

« 1° D'une action ou d'une opération d'aménagement;

2° De la réalisation d'un programme de construction ;

3° De l'implantation d'une installation de production d'énergies renouvelables, au sens de l'article L. 211-2 du code de l'énergie, d'une installation de stockage d'électricité, d'une installation de production d'hydrogène renouvelable ou bas-carbone, au sens de l'article L. 811-1 du même code, y compris leurs ouvrages de raccordement, ou d'un ouvrage du réseau public de transport ou de distribution d'électricité ;

4° De l'implantation d'une installation industrielle de fabrication, d'assemblage ou de recyclage des produits ou des équipements, y compris de petites et moyennes entreprises, qui participent aux chaînes de valeur des activités dans les secteurs des technologies favorables au développement durable, définis par le décret en Conseil d'Etat prévu au dernier alinéa du présent article, y compris des entrepôts de logistique situés sur le site et nécessaires au fonctionnement de cette installation ;

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

5° De l'implantation d'une installation de recherche et développement ou d'expérimentation de nouveaux produits ou procédés qui participent directement aux chaînes de valeurs des activités dans les secteurs des technologies favorables au développement durable mentionnées au 4°. »

Il est nécessaire d'établir un bilan coût/avantage pour justifier l'intérêt général du projet. La jurisprudence soumet logiquement ce bilan au même contrôle de proportionnalité qu'en matière de déclaration d'utilité publique (CE, 23 oct. 2013, DROIT ADMINISTRATIF - REVUE MENSUELLE LEXISNEXIS JURISCLASSEUR - JUILLET 2015 34 Fiche pratique n° 350077, Commune Crolles. – CAA Bordeaux, 10 juin 2010, n° 09BX00943 : JurisData n° 2010-009019).

Ainsi, la collectivité doit établir, de manière précise et circonstanciée, l'intérêt général qui s'attache à la réalisation de la construction ou de l'opération, au regard notamment des objectifs économiques, sociaux et urbanistiques poursuivis. Peuvent notamment relever de l'intérêt général, l'aménagement d'un secteur de ZAC en vue de répondre à des besoins en logements, emplois et équipements (CAA Paris, 1re ch., 12 mai 2016, n° 14PA00492) ou de permettre l'accueil d'entreprises (CAA Marseille, 5e ch., 22 févr. 2016, n° 14MA01549), la création d'une installation de stockage de déchets (CAA Marseille, 7e ch., 8 mars 2019, n° 16MA03512) ou encore d'un complexe touristique (CAA Lyon, 1re ch., 24 avr. 2012, n° 11LY02039) ou d'un centre commercial (CAA Marseille, 16 janv. 2014, n° 12MA01675). La réalisation d'un complexe hôtelier de luxe sur le site d'un ancien camping peut présenter un intérêt général en raison de ses implications en matière de création d'emplois et de sa contribution à l'animation touristique du quartier, et plus largement à l'économie locale (CAA Nantes, 7 mars 2023, n° 22NT00181). Dans le même sens, le juge reconnaît l'intérêt général d'un projet comprenant un complexe hôtelier et une résidence de tourisme, qui répond aux enjeux de développement du territoire identifiés par la commune de Saint-Malo (le tourisme constituant l'un des piliers économiques de son territoire) en ce qu'il vise à créer environ 150 emplois directs permanents et 75 emplois indirects et à favoriser certains secteurs de l'économie locale, nonobstant des inconvénients environnementaux (CAA Nantes, 15 oct. 2024, n° 22NT00392). (***Source Elnet).***

2. Procédure

Selon l'article R.153-15 du code de l'Urbanisme :

« Les dispositions du présent article sont applicables à la déclaration de projet d'une opération qui n'est pas compatible avec un plan local d'urbanisme et ne requiert pas une déclaration d'utilité publique :

1° Soit lorsque cette opération est réalisée par la commune ou par l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme et nécessite une déclaration de projet en application de l'article L. 126-1 du code de l'environnement ;

2° Soit lorsque la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme a décidé, en application de l'article L. 300-6, de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement ou de la réalisation d'un programme de construction.

Le président de l'organe délibérant de l'établissement public ou le maire mène la procédure de mise en compatibilité.

L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal adopte la déclaration de projet.

La déclaration de projet emporte approbation des nouvelles dispositions du plan local d'urbanisme ».

C'est donc le président de l'organe délibérant de l'établissement public ou le maire qui mène la procédure de mise en compatibilité. C'est-à-dire que l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal adopte la déclaration de projet. En l'espèce, la compétence appartient à la Communauté d'Agglomération Valenciennes Métropole.

La procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUI de Valenciennes Métropole pour le projet de centrale de stockage d'électricité à Famars a été prescrite par délibération CC-2024-123 du conseil communautaire en date du 16 octobre 2024.

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

Une fois le dossier constitué, une réunion d'examen conjoint doit avoir lieu. L'objectif est de présenter le dossier aux personnes publiques associées (mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du code de l'urbanisme) et présenter les dispositions proposées pour assurer la mise en comptabilité du PLU(i) avec la déclaration de projet (cf. article L.153-54 2° du code de l'urbanisme). A l'issue de cette réunion, un procès-verbal devra être établi, et joint au dossier d'enquête publique.

Une **enquête publique** sera alors réalisée. **L'enquête publique portera à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la modification nécessaire des documents d'urbanisme** (cf. article L.153-54 1° du code de l'urbanisme).

Ensuite, selon l'article L.153-57 du code de l'urbanisme**, à l'issue de l'enquête publique**, **la collectivité compétente décide la mise en compatibilité du plan. La proposition de mise en compatibilité** du plan éventuellement modifiée pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête **est approuvée par délibération du conseil communautaire.**

- **Composition du dossier de déclaration de projet :**

En l'espèce, le dossier de déclaration de projet comporte les pièces suivantes :

- Notice justifiant l'intérêt général du projet,
- Notice expliquant la mise en compatibilité du projet,
- Pièces du PLUi modifiées : zonage, règlement, ajout d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation.
- Formulaire cas par cas et auto-évaluation.
- Etudes en annexes.

En effet, la présente procédure n'est pas soumise à évaluation environnementale systématique. Le code de l'Urbanisme prévoit dans son article R.104-11 *« II.-Par dérogation aux dispositions du c du 2° du I, les plans locaux d'urbanisme font l'objet, à l'occasion de leur révision, d'une évaluation environnementale après un examen au cas par cas réalisé dans les conditions définies aux articles R. 104-33 à R. 104-37, s'il est établi que cette révision est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au regard des critères de l'annexe II de la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, lorsque : 1° L'incidence de la révision porte sur une ou plusieurs aires comprises dans le territoire couvert par le plan local d'urbanisme concerné, pour une superficie totale inférieure ou égale à un millième (1 ‰) de ce territoire, dans la limite de cinq hectares (5 ha) ;*

2° L'incidence de la révision porte sur une ou plusieurs aires comprises dans le territoire couvert par le plan local d'urbanisme intercommunal concerné, pour une superficie totale inférieure ou égale à un dix-millième (0,1 ‰) de ce territoire, dans la limite de cinq hectares (5 ha).

Concernant spécifiquement la déclaration de projet entrainant la mise en compatibilité du PLU, l'article R.104-13 précise que :

« Les plans locaux d'urbanisme font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion de leur mise en compatibilité :

1° Lorsque celle-ci permet la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000 ;

2° Lorsque celle-ci emporte les mêmes effets qu'une révision, au sens de l'article L. 153-31, et que cette révision concerne l'un des cas mentionnés au I de l'article R. 104-11 ;

3° Dans le cadre d'une procédure intégrée prévue à l'article L. 300-6-1, lorsqu'en application des conditions définies au V de cet article l'étude d'impact du projet n'a pas inclus l'analyse de l'incidence des dispositions concernées sur l'environnement. »

En l'espèce, le projet présente une superficie d'environ 2 hectares. Le territoire de la CAVM présente une superficie de 26350 ha, l'impact du projet est donc inférieur au seuil de 1/10 000ème fixé par l'article R.104-11. Dès lors, la présente procédure n'est pas soumise à évaluation environnementale systématique, mais à un examen au cas par cas.

En parallèle, une procédure de déclaration ICPE est en cours, en application de l'article L.512-8 du code de l'Environnement : « *Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1.La déclaration inclut les installations, ouvrages, travaux et activités relevant du II de l'article L. 214-3 projetés par le pétitionnaire que leur connexité rend nécessaires à l'installation classée ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients. La déclaration vaut application des dispositions des articles L. 214-3 à L. 214-6. »*

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

II. PRESENTATION DE L'OBJET DE LA PROCEDURE

1. Contexte

Dans un contexte de développement des énergies renouvelables et de leur intégration dans le réseau électrique français, la société AMARENCO France a identifié que le poste électrique de Famars, situé sur la commune de Famars (59300), au sud de Valenciennes, est un poste stratégique dans la Région Hauts de France. Il alimente la zone d'activité de la Vallée de l'Escaut (Usine de fabrication de Toyota), le parc d'activité de l'Epaix (Leclerc, Gamm Vert), la Centrale Thermique à Gaz de Bouchain, la cité Schneider et la cité Renaissance de Lourches, ainsi que la ville de Valenciennes.

Bénéficiant d'une capacité d'accueil au réseau suffisante, AMARENCO France, via sa société de projet AFR 59, souhaite ainsi développer un projet de stockage d'énergie par batteries proche du poste source de « Famars ». Ce stockage sera assuré par des batteries Li-ion de dernière génération dont la sécurité et l'efficacité ont été prouvées sur plusieurs projets menés dans le monde entier.

Ce projet répond au motif d'intérêt général de sécurisation de l'approvisionnement du réseau électrique Français et aux services associés (maintien fréquence, tension, flexibilité …) lors de pics de consommation d'électricité qui vont devenir de plus en plus fréquents avec l'augmentation de la part des énergies renouvelables (énergies intermittentes) dans le mix énergétique français, et l'augmentation des besoins en électricité avec notamment le développement de la mobilité électrique. Cette capacité de stockage sera également utilisée afin de permettre une meilleure intégration des énergies renouvelables sur le réseau en stockant leur énergie en période de forte production et en la restituant en période de forte consommation.

2. Localisation du projet au sein du territoire

Le projet de stockage porté par la société AFR 59, filiale à 100% AMARENCO France, se situe sur la commune de Famars dans le département du Nord, dans la région Hauts de France. Les illustrations suivantes permettent de localiser le projet à l'échelle du département puis une échelle plus locale.

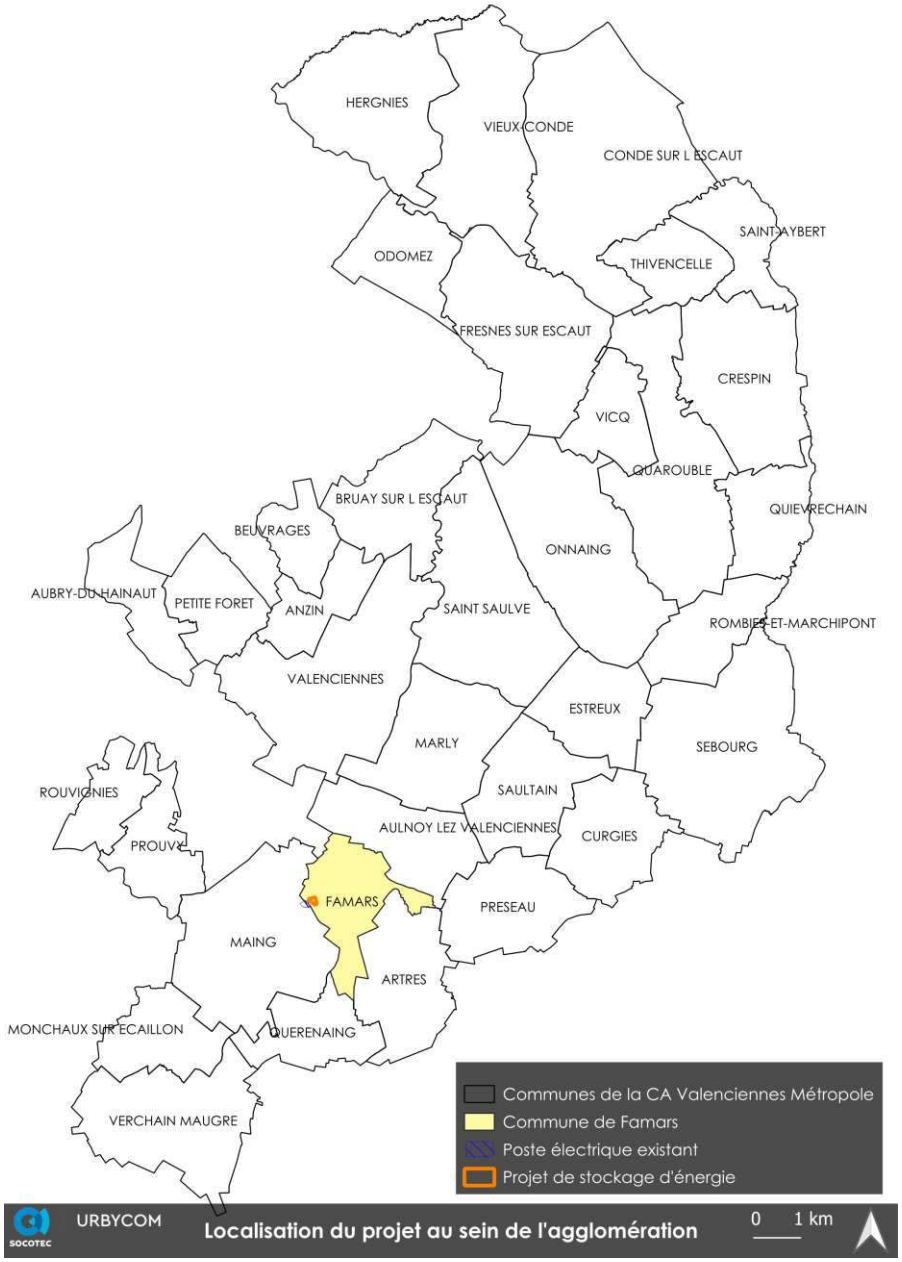


Figure 1 : Localisation du projet au sein de l'agglomération

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

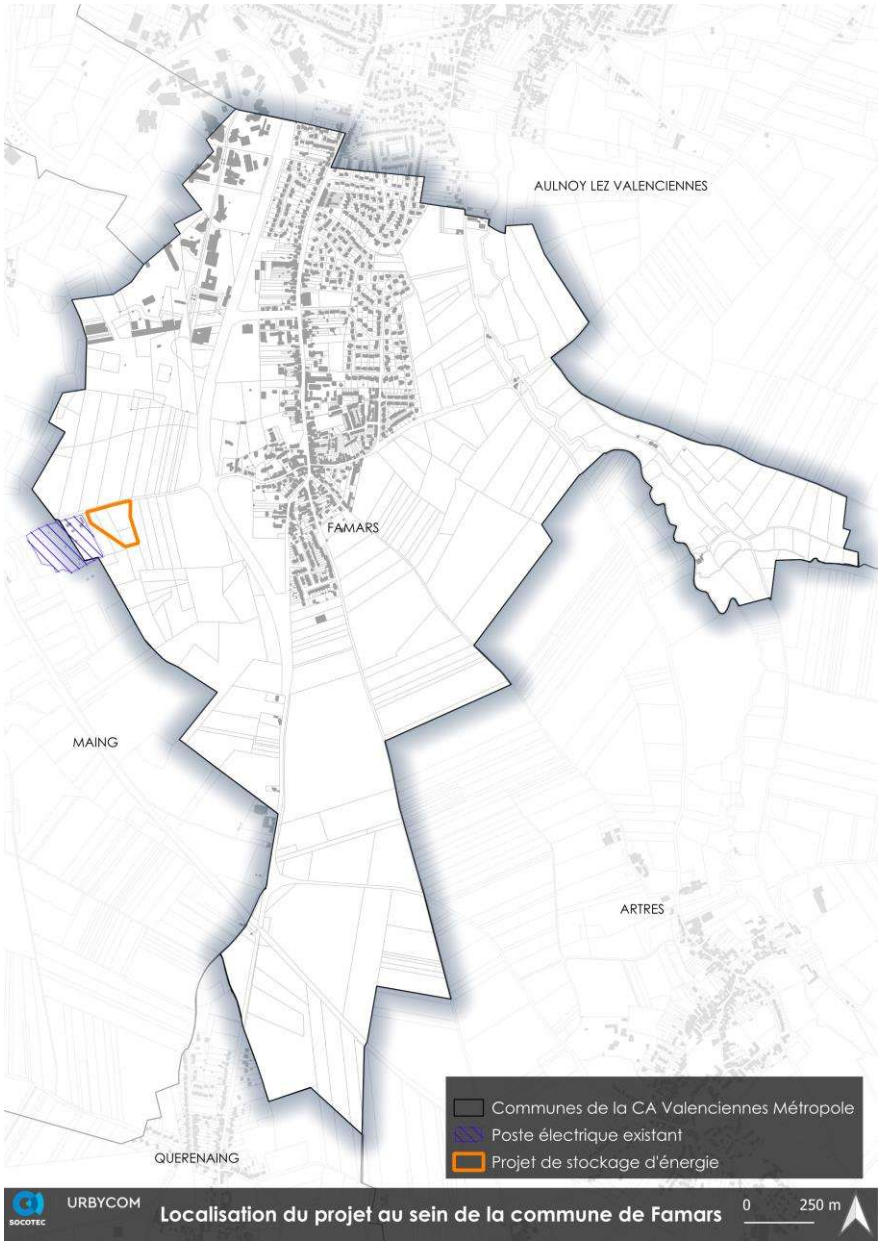


Figure 2 : Localisation du projet au sein de la commune



Figure 3 : Localisation du projet

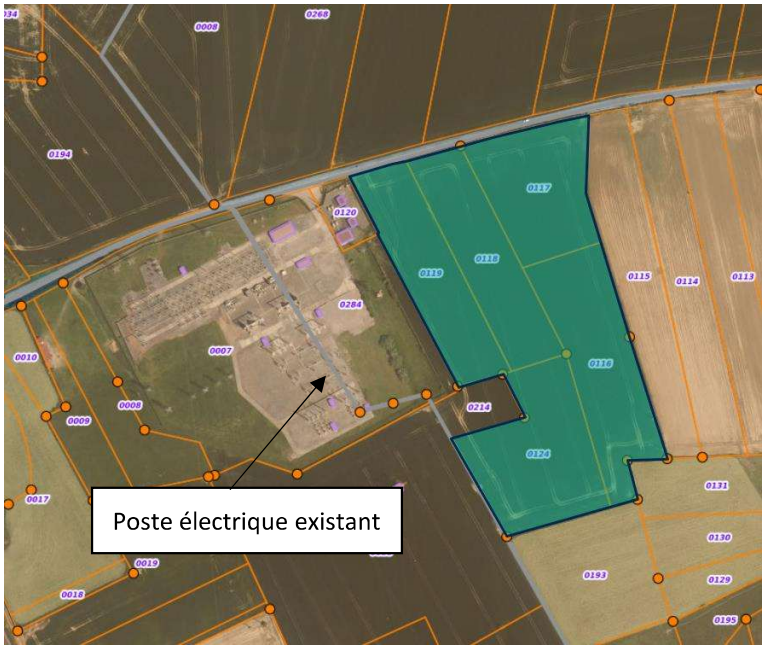


Figure 4 : Parcelles prises à bail pour le projet

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

Les parcelles concernées par le projet sont situées à l'Est immédiat du poste, et sont les suivantes :

A116 : 9950 m² ;

A117 : 7992 m² ;

A118 : 7992 m² ;

A119 : 8050 m² ;

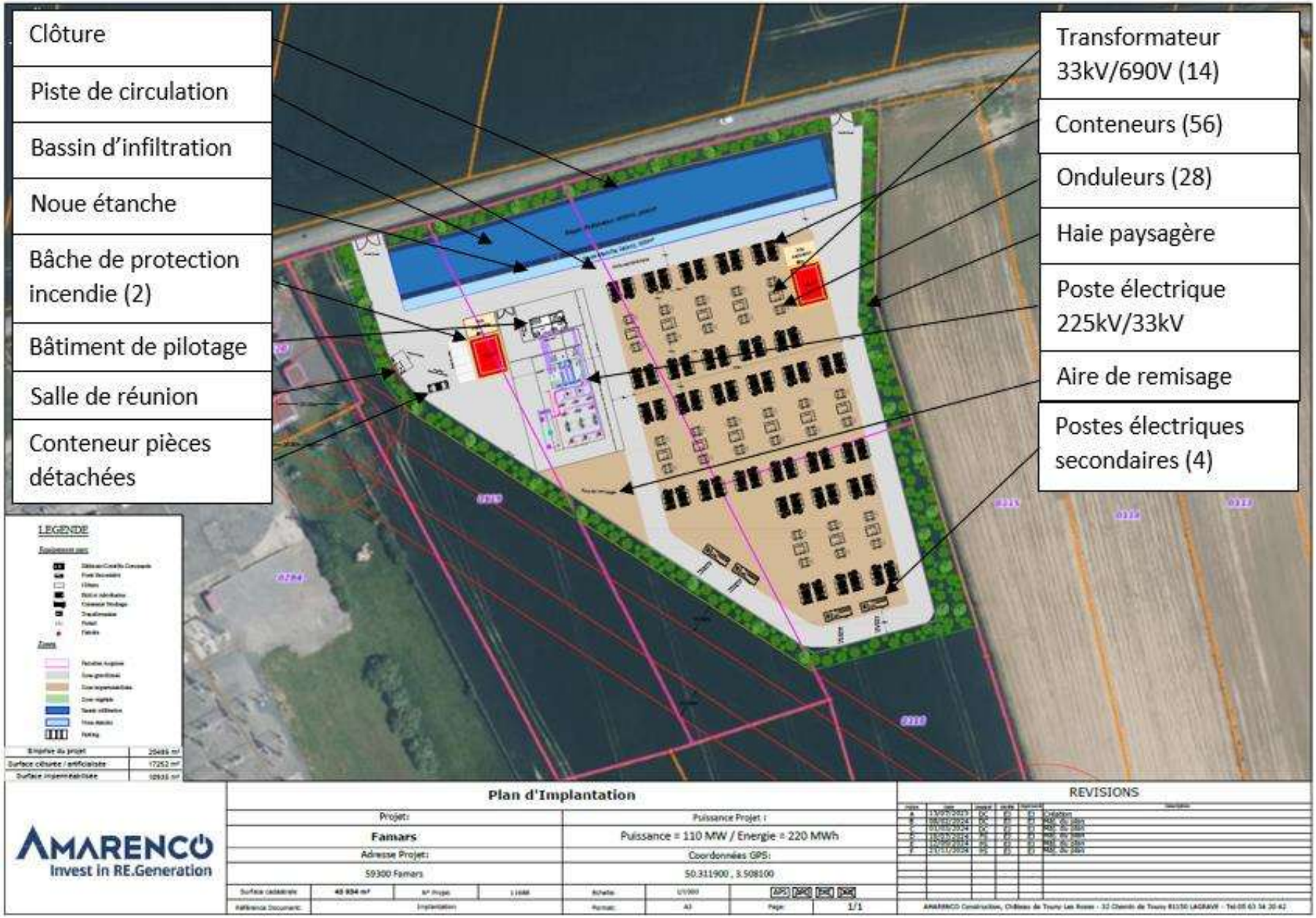
A124 : 9950 m².

La totalité de la surface parcellaire disponible ne sera pas utilisée. Un découpage parcellaire est prévu, présenté ci-après. L'emprise totale du projet est de 2,05 ha, pour une surface artificialisée de 1,725 ha et une surface boisée de 0,325 ha. Le reste des parcelles non utilisées, consécutif à la réduction de surface dont vous trouverez les éléments justificatifs à suivre, seront laissés à l'usage agricole actuel, en grande culture.

Surface prise à bail	43 934m²
Emprise projet	20 486m²
Surface boisée, à l'extérieur de la clôture	3 234m²
Surface clôturée	17 252m²
Surface artificialisée	17 252m²
Surface imperméabilisée	10 935m²

Tableau 1 : Répartition des surfaces du projet

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026



Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026



Figure 5 : perspectives sur le site



2 – Vue Depuis le Nord de la parcelle du projet (Inersys, Mars 2023)



1 – Vue Depuis le Nord-Ouest de la parcelle du projet (Inersys, Mars 2023)



3 – Vue Depuis le Nord-Est de la parcelle du projet (Inersys, Mars 2023)

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026



4- Vue depuis l'Est de la parcelle du projet (Google Maps, Septembre 2023)



5 – Vue depuis l'Ouest de la parcelle du projet (Google Maps, Septembre 2023)

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

3. Equipements envisagés

Les infrastructures suivantes sont prévues :

- Une clôture périphérique de 2 mètres de hauteur, munie de deux entrées. Les entrées seront équipées de portails ;
- Une piste de circulation de 7 mètres de largeur ;
- Deux bâches de protection contre les incendies de 120 m3 situées à proximité des entrées, associées à une aire d'aspiration et à une noue étanche de récupération d'un volume équivalent ;
- Un poste électrique de transformation 225 kV/33 kV assurant la liaison avec le poste électrique RTE, ainsi que la ligne de raccordement associée ;
- Un bâtiment de pilotage de 60 m² et un bungalow servant de salle de réunion (30 m²) ;
- 4 places de parking ;
- 1 conteneur de pièces détachées ;
- Une aire de remisage, permettant de stocker du matériel avant installation ou démantèlement ;
- Une aire de charge imperméabilisée permettant d'accueillir les différents équipements électriques ;
    - Quatre postes de livraison secondaires permettant la répartition ou récupération de l'électricité de plusieurs ensembles de batteries et leur connexion avec le poste de transformation principal ;
    - 14 transformateurs 33 kV/690 V, un transformateur étant associé à 4 conteneurs batteries ;
    - 56 conteneurs 20 pieds équipés de batteries de type LFP ;
    - 28 onduleurs permettant de convertir l'énergie courant continu des batteries en courant alternatif du réseau électrique, 1 onduleur étant associé à 2 conteneurs ;
    - Des pistes de 5 mètres de largeur permettant aux services de secours de circuler aisément sur site ;
- Un bassin de gestion des eaux pluviales de 1800m3/2000m² ;
- Une haie d'intégration paysagère autour du site, permettant d'accueillir un volume d'eau de 800m3.

Le projet aura une puissance de raccordement de 110 MW, et une capacité de stockage d'énergie de 220 MWh. Cette capacité de stockage correspond à la consommation d'électricité d'environ 220 000 habitants pendant 2 heures[1], soit 5 fois la population de la ville de Valenciennes, ou l'équivalent de Valenciennes Métropole.

	Famars
Type d'installation	Stockage stationnaire par batteries
Puissance	110 MW
Energie stockée	220 MWh
Domaine de tension	225 kV
Surface	2,05 ha
CAPEX estimé	63 M€
Retombée économique locale (CFE, TFB) estimée	250 k€/an (environ 50% pour la commune, 20% pour la communauté de communes et 30% pour le département et la région)
Services rendus	Mécanisme de Capacité Services système Arbitrage
Mise en service prévisionnelle	2027

Tableau 2 : Caractéristiques principales du projet Famars

Caractéristiques techniques des conteneurs batteries	
Nombre	56
Dimension	6,05 m x 2,55 m (20 pieds) Hauteur de 3,05 m
Puissance / Capacité de stockage	2 MW / 4 MWh
Technologie	LFP

[1] A raison de 0,5 kWh/pers/h

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026



Dans son appel d'offre, AMARENCO laisse le choix aux fournisseurs de proposer des batteries neuves ou recyclées. L'unique contrainte est de respecter la puissance certifiée imposée par RTE et de mettre en place une fréquence d'entretien adaptée.

Les batteries seront renouvelées en moyenne tous les 15 ans. Un plan de recyclage est prévu en fin de vie des batteries.



Caractéristiques techniques du poste de livraison HTB	
Nombre	1
Puissance	110 MVA
Tension	225 kV / 33 kV
Dimension	Environ 9,3 m x 6,6 m Hauteur de 8 m environ

Caractéristiques techniques des onduleurs	
Nombre	28
Dimension	3 m x 2 m Hauteur de 2,2 m
Puissance	4 MW

Caractéristiques techniques des transformateurs	
Nombre	14
Dimension	3,1 m x 1,7 m Hauteur de 3 m
Tension	33 kV / 690 V
Puissance	8 MVA

Caractéristiques techniques des sous stations HTA	
Nombre	4
Puissance	< 30 MVA
Dimension	8,6 m x 2,85 m Hauteur de 3 m

4. Situation du projet dans le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal

Le projet de stockage qu'AMARENCO souhaite implanter sur la commune de Famars est situé sur des parcelles classées Aco au PLUi de Valenciennes Métropole dont la dernière procédure a été approuvée le 6 mai 2024.

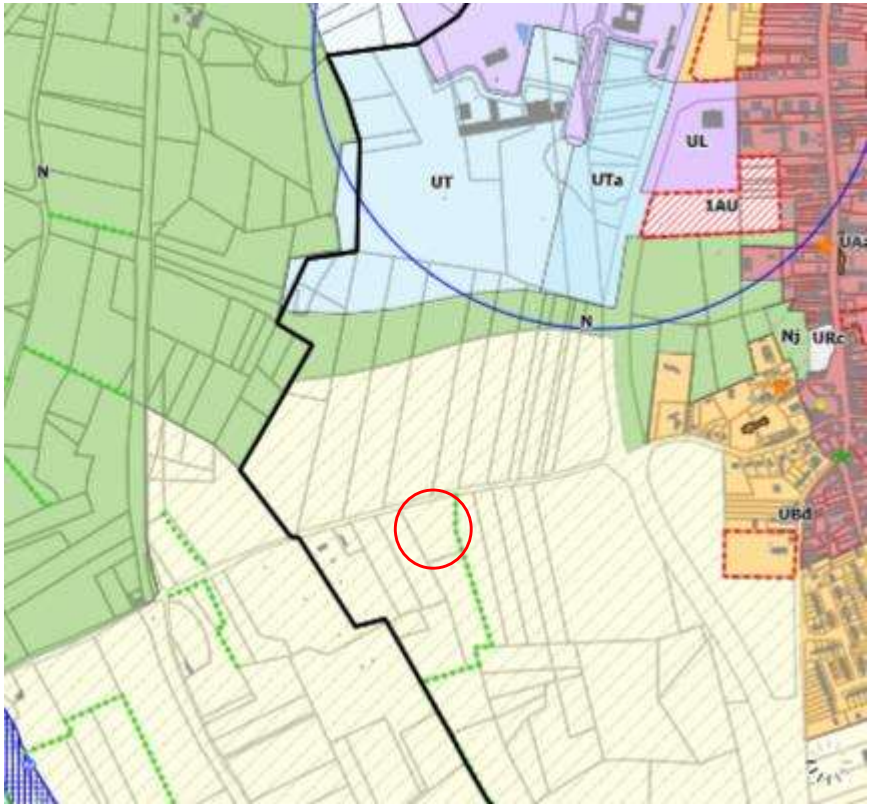
Le sous-secteur Aco correspond aux secteurs agricoles constitutifs de corridors écologiques de la trame verte et bleue.

Le projet envisagé n'est actuellement pas compatible avec le PLUi. En effet, même si les équipements publics et d'intérêt collectif sont autorisés, le projet remet en cause le caractère agricole du site, actuellement occupé par des espaces cultivés.

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

La commune de Famars, par courrier en date du 27 juin 2023, a demandé une évolution du PLUi afin de permettre l'implantation du projet de stockage d'énergie porté par AMARENCO sur sa commune.

Par délibération en date du 16 octobre 2024, Valenciennes Métropole a prescrit la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de Valenciennes Métropole pour le projet de centrale de stockage d'électricité à Famars.



Extrait du PLUi – Commune de Famars

LES ZONES PRESENTES SUR LA COMMUNE (ou en limite communale)

Zonage

Zones urbaines mixtes
UAa
UB
UBb
UBd
UCb

Zones de renouvellement urbain
URc

Zones dédiées aux équipements, activités de loisirs et de tourisme
UL
ULv

Zones dédiées au parc d'activités liées à l'Université
UT
UTa

Zones d'extension à vocation mixte/habit (court/moyen terme)
1AU

Zone d'extension du parc d'activités liées à l'Université (long terme)
2AUT

Zones à vocation agricole
A
Aco
Acn

Zones à vocation naturelle
N
Nj
Ne

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

III. JUSTIFICATIONS DU CARACTERE D'INTERET GENERAL DU PROJET

1. Contexte juridique et théorie du bilan

L'ordonnance du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme a fait de la déclaration de projet la procédure unique permettant à des projets ne nécessitant pas d'expropriation de bénéficier de la reconnaissance de leur caractère d'intérêt général pour obtenir une évolution sur mesure des règles d'urbanisme applicables. La procédure de révision simplifiée du PLU – qui s'appliquait notamment à la réalisation d'une construction ou d'une opération, à caractère public ou privé, présentant un intérêt général – ayant été supprimée par cette ordonnance.

La notion d'intérêt général constitue une condition sine qua non de mise en œuvre de la mise en compatibilité du PLU par une déclaration de projet. L'arrêt du Conseil d'État du 23 octobre 2013, Commune de Crolles, rendu à propos de la révision simplifiée d'un POS, est éclairant quant à la manière dont doit être apprécié l'intérêt général dans le cadre de ces procédures d'évolution du PLU (n° 350077). Il ressort de cette décision que, *« eu égard à l'objet et à la portée d'une révision simplifiée du plan local d'urbanisme, qui permet notamment d'alléger les contraintes procédurales s'imposant à la modification de ce document, il appartient à l'autorité compétente d'établir, de manière précise et circonstanciée, sous l'entier contrôle du juge, l'intérêt général qui s'attache à la réalisation de la construction ou de l'opération constituant l'objet de la révision simplifiée, au regard notamment des objectifs économiques, sociaux et urbanistiques poursuivis par la collectivité publique intéressée ».*

Le juge du fond exerce donc un contrôle entier sur l'intérêt général s'attachant à la réalisation d'un projet. La portée de ce contrôle se justifie par l'objet même de ce type de mise en compatibilité qui se caractérise par d'importants allégements procéduraux (un simple examen conjoint des personnes publiques associées), en comparaison avec la procédure de révision du PLU.

La déclaration de projet prise sur le fondement de l'article L. 300-6 du code de l'urbanisme s'applique indifféremment aux projets publics ou privés. Sont en effet visés par le code toute action ou opération d'aménagement ainsi que les programmes de construction, qu'ils soient publics ou privés. La notion d'action ou d'opération d'aménagement doit être entendue au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme selon lequel : "*Les actions ou opérations d'aménagement ont pour objets de mettre en œuvre un projet urbain, une politique locale de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels*". Le champ d'application de l'article L. 300-6 est donc potentiellement très large.

Pour apprécier le caractère d'utilité publique du projet, la « théorie du bilan » est utilisée, même en l'absence d'expropriation. Le bilan est amené à confronter l'intérêt général avec l'atteinte aux intérêts privés, l'atteinte aux autres intérêts publics et le coût financier du projet.

Classiquement, l'acquisition des terrains et immeubles nécessaires à la réalisation d'ouvrages publics ou de fonctionnement des services publics constitue le champ d'application traditionnel de l'expropriation. **En l'espèce, le projet entre dans le cadre de la distribution d'énergie, qui est considérée comme relevant un caractère d'intérêt général.**

Ainsi l'article L.121-1 du code de l'énergie précise que : *le service public de l'électricité a pour objet de garantir, dans le respect de l'intérêt général, l'approvisionnement en électricité sur l'ensemble du territoire national.*

Dans le cadre de la politique énergétique, il contribue à l'indépendance et à la sécurité d'approvisionnement, à la qualité de l'air et à la lutte contre l'effet de serre, à la gestion optimale et au développement des ressources nationales, à la maîtrise de la demande d'énergie, à la compétitivité de l'activité économique et à la maîtrise des choix technologiques d'avenir, comme à l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Il concourt à la cohésion sociale, à la lutte contre les exclusions, au développement équilibré du territoire, dans le respect de l'environnement, à la recherche et au progrès technologique, ainsi qu'à la défense et à la sécurité publique.

Matérialisant le droit de tous à l'électricité, produit de première nécessité, le service public de l'électricité est géré dans le respect des principes d'égalité, de continuité et d'adaptabilité et dans les meilleures conditions de sécurité, de qualité, de coûts, de prix

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

et d'efficacité économique, sociale et énergétique. — [L. no 2000-108 du 10 févr. 2000, art. 1er, al. 1er à 4.]

Pour démontrer l'utilité publique d'une opération, la jurisprudence impose d'utiliser la théorie du « bilan coût-avantages » érigée par l'arrêt d'assemblée du 28 mai 1971 « Ministre de l'équipement et du logement/Fédération de défense des personnes concernées par le projet actuellement dénommé Ville nouvelle-est ».

L'objectif est de comparer les avantages et les inconvénients d'un projet. Ainsi, « *une opération ne peut être légalement déclarée d'utilité publique que si les atteintes à la propriété privée, le coût financier et éventuellement les inconvénients d'ordre social qu'elle comporte ne sont pas excessifs eu égard à l'intérêt qu'elle présente* ». A ceci, le Conseil d'Etat a ajouté la prise en compte de « *l'atteinte à d'autres intérêts publics* », comme l'énonce l'arrêt du 20 octobre 1972, Sainte Marie de l'Assomption. Ainsi, lorsque l'administration poursuit des objectifs correspondant à un intérêt général, l'opération revêt un caractère d'utilité publique. La présente notice vise à présenter les avantages et les inconvénients du projet, pour clore sur le bilan coût-avantage.

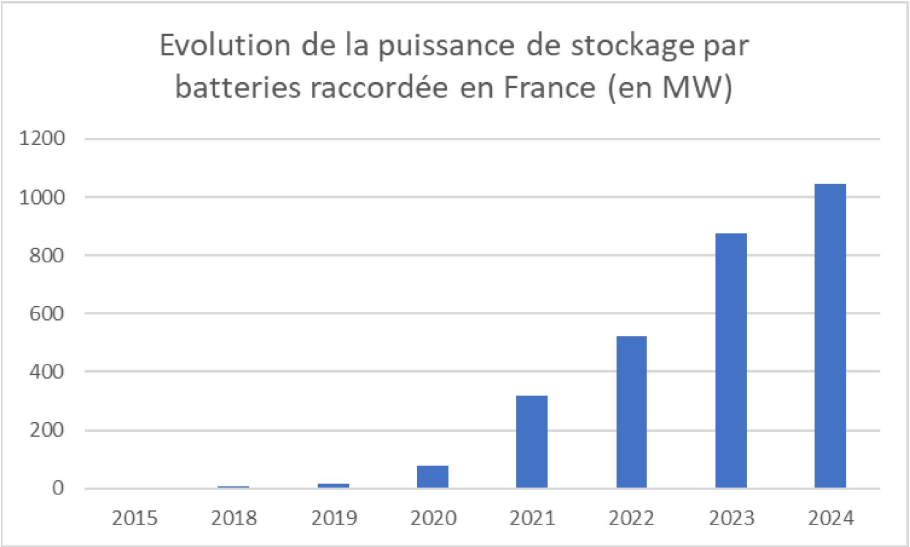
Depuis le 10 mars 2023, le stockage est reconnu comme **Raison Impérative d'Intérêt Public Majeur** selon l'article L. 211-2-1 du Code de l'Energie.

2. Etat des lieux du stockage en France

Les projets de stockage d'énergie utilisant la batterie Li-ion se multiplient en France et dans le monde depuis plus d'une dizaine d'années grâce à une diminution constante des prix et une connaissance de plus en plus précise des technologies (sécurité incendie, intelligence artificielle, seconde vie…). Utilisées au départ principalement dans des appareils électroniques (téléphone portable, ordinateurs…), les batteries Li-ion se sont ensuite développées pour la mobilité électrique. Ce sont ensuite de plus grands projets de stockage stationnaire qui ont vu le jour, d'abord pour des applications de secours pour fournir de l'énergie lors de pertes d'alimentation et maintenant de plus en plus pour fournir des services au réseau et permettre l'intégration d'énergie renouvelable intermittente.

Les batteries Li-ion représentent actuellement plus des deux tiers des batteries connectées au réseau. Des projets d'envergure comme celui de NEOEN à Hornsdale en Australie ou le projet « Claudia » qu'AMARENCO a mis en place sur la commune de Saucats (Gironde) rentrent dans cette tendance.

Fin novembre 2024, 1 GW de batteries de stockage étaient raccordées en France. RTE estime un besoin de 6 GW à horizon 2030.



3. Intérêt général du stockage par batteries

Les intérêts du projet sont les suivants :

- Décarboner les pics de consommation : Les émissions de CO2 par kWh d'une centrale de stockage par batteries sont d'environ 79 gCO2/kWh, contre 490 gCO2/kWh pour une centrale à gaz et 820 gCO2/kWh pour une centrale à charbon.
- Intégration des ENR : Le rendement d'une installation de stockage par batteries est de 85%, ce qui permet de décaler l'utilisation des électrons d'origine renouvelables et non pilotables en adéquation avec les courbes de consommation, en ayant des pertes énergétiques limitées.
- Eviter les renforcements du réseau : Le stockage par batteries soulage le réseau électrique en fonctionnant à l'inverse des contraintes réseau. Il permet ainsi de d'éviter de construire de nouvelles lignes et postes électriques.

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

- Participation à la stabilité des prix de l'électricité : Une centrale de stockage par batteries permet de réduire le spread journalier (écart des prix à l'échelle de la journée), en absorbant de l'électricité bon marché en milieu de journée, pour la restituer le soir ou le matin lors des pointes de consommation.
- Faible emprise au sol : à raison de 2ha pour un projet de 100MW/200MWh, les objectifs nationaux (6GW à horizon 2030 selon RTE) seraient atteints avec seulement 120ha de surface.

Les intérêts du projet dans les Hauts de France sont les suivants :

- Être pionnier dans le stockage de l'énergie par batteries, à proximité directe des futures usines de fabrication de batteries.
- Répondre aux objectifs régionaux liés à la transition énergétique, notamment des « équipements connexes au réseau ».
- Contribuer à la fourniture d'une électricité stable et flexible, synonyme d'attractivité pour des gros consommateurs d'énergie.
- Avoir des retombées économiques locales importantes, pour la collectivité, la communauté de communes, le département et la région.
- Faire vivre un tissu local d'entreprises, mobilisées pour le projet (Investisseur, Développeur, Co-développeur, Gestionnaire du réseau HTB, Propriétaire du terrain, Banques, Equipementiers, Acheteurs d'Electricité, Bureaux d'Etudes Techniques et Environnementaux, Administrations, Avocats, Architectes, Géomètres, Exploitants…)
- Bénéficier du programme ECHO mis en place par AMARENCO, qui permet d'allouer des ressources pour la régénération d'un écosystème.

4. Intérêt du site retenu

Différents critères ont motivé le choix de ces parcelles pour l'installation de la centrale de stockage d'énergie :

- Poste RTE présentant une capacité de raccordement disponible,
- Proximité des terrains avec le poste électrique de RTE,
- Superficie et topographie du terrain,
- Absence d'habitations dans un périmètre proche,
- Terrains accessibles pour des transports spéciaux,
- Pas de zonages environnementaux sensibles (NATURA2000, Zone Humide, Réservoir de biodiversité…) (Cf Bioévaluation Faune-Flore-Milieux Naturels en annexe),
- Eloignement des Monuments Historiques, Sites classés, Sites inscrits,
- Terrains non soumis à PPRI, PPRT, PPRM.

5. Réduction de surface : mise en place de la séquence « éviter, réduire, compenser ».

La première réalisation du plan du projet Famars a été effectuée en août 2023.

Lors de sa réalisation, il avait été considéré une technologie de batteries de type « NMC » (Nickel-Manganèse-Cobalt), à l'époque utilisée mondialement pour les projets de stockage stationnaire par batteries de grande ampleur. Cette technologie avait notamment été utilisée dans le cadre de la construction de la première centrale de stockage par batteries d'Amarenco à Saucats (33). En août 2023, les conteneurs batterie disponibles sur le marché avaient ainsi une énergie stockable de 2,5 MWh par conteneur 20 pieds, ce qui entraînait un besoin d'installer 88 conteneurs batterie pour atteindre l'objectif d'un projet de stockage de 110 MW avec 220 MWh de capacité de stockage.

En août 2023, il était alors nécessaire d'utiliser toute la surface foncière disponible (4,4 ha) pour y construire le projet de Famars.

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026



Figure 6 : Projet Famars – version août 2023

Plusieurs éléments déclencheurs ont ensuite permis l'évolution du plan de ce projet :

- La direction générale de la prévention des risques (DGPR) a proposé des évolutions de la règlementation ICPE relative au stockage par batteries de plus de 600 kW en octobre 2023 (rubrique 2925-2). Les prescriptions proposées ont été regardées puis appliquées sur le projet dans une optique de réduction de la surface ;
- Amarenco a réalisé des consultations d'entreprise dans le cadre de la construction d'un second projet de stockage par batteries en fin d'année 2023. Les évolutions technologiques constatées étaient les suivantes :
    - Conteneurs de technologie LFP (Lithium Fer Phosphate) permettant d'améliorer la sécurité des batteries,
    - Energie par conteneurs de 20 pieds de 4 MWh,
    - Réduction de l'espacement entre 2 conteneurs en cas de respect d'une norme de fabrication nommée UL 9540A.



Figure 7 : Projet Famars - version février 2024

Lors de la rencontre de la mairie de Famars et de Valenciennes Métropole en février 2024, il a été fait le choix de ne pas faire de plantations sur le reste de la surface foncière, afin de conserver une activité agricole. Le plan a donc été revu pour intégrer cette demande. Une intégration paysagère, via la plantation de haies, est néanmoins prévue.

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026



Figure 8 : Projet Famars - version mars 2024

En juin 2024, la DGPR a proposé un nouveau projet d'arrêté ICPE concernant la rubrique 2925-2. Les règles de conception d'un îlot de conteneurs ont été revues. La DGPR a également imposé que 2 accès soient créés pour faciliter l'intervention des services de secours.

Enfin, Amarenco, à la suite de différentes discussions avec la DDT59, a fait le choix de conserver dans son projet l'intégration d'un bassin d'infiltration et de gestion des eaux pluviales. Le nombre de bâches incendie a également été revu, car 240 m3 d'eau semblaient être suffisant sur d'autres projets portés par Amarenco pour un projet de même ampleur. C'est ainsi que la version actuellement proposée (septembre 2024) a été mise à jour.



Figure 9 : Projet Famars - version actuelle (septembre 2024)

L'évolution de surface est alors la suivante :

Version	Août 2023	Septembre 2024 (actuelle)
Emprise projet	**4,4 ha**	**2,05 ha**

Il est important de noter que l'arrêté ministériel concernant la rubrique 2925-2 n'a toujours pas été publiée (mars 2025). Des règles de conception différentes pourraient alors apparaître.

Par ailleurs, les progrès technologiques des batteries sont importants et peuvent faire évoluer les caractéristiques des conteneurs, voire leur technologie. Lors du développement du projet Famars, Amarenco prêtera un regard sur les évolutions technologiques à venir pour les intégrer au plus tôt.

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

6. Emissions de CO2

Les émissions de CO2 d'une centrale de stockage par batteries sont différentes d'une centrale de production à proprement parler. En effet, une centrale de stockage par batteries consomme de l'électricité du réseau puis la restitue plus tard dans la journée avec une perte d'énergie. L'émission de CO2 associée à cette perte d'énergie est très dépendante du mix énergétique du réseau. Ainsi, une centrale de stockage par batteries en France, dont les émissions du mix énergétique sont de 21,3 gCO2/kWh[2] en 2024 seront différentes d'un pays comme l'Allemagne, dont les émissions du mix énergétique sont plus importantes (330 gCO2/kWh[3] en 2024).

Ainsi, les émissions de CO2 sont difficilement comparables entre une centrale de stockage et une centrale de production.

Toutefois, à des fins de comparaison, voici les émissions de CO2[4] observés en France par typologie de centrale de production :

Source d'énergie	Énergie	Émissions de CO2 (gCO2e/kWh)
Énergie nucléaire	Électricité (centrale nucléaire)	6
Énergie renouvelable	Électricité (centrale hydraulique)	6
	Électricité (éolien terrestre)	14,1
	Électricité (éolien en mer)	15,6
	Bioéthanol	144
	Biométhane	16,3
	Bois granulé	27
	Bois bûches	32
	Électricité (photovoltaïque)	43,9
	Électricité (géothermie)	45
Énergie fossile	Gaz naturel	243
	Propane	270
	Butane	273
	Fioul domestique	314
	Électricité (centrale gaz)	418
	Électricité (centrale fioul)	73
	Électricité (centrale charbon)	1060

[2] https://assets.rte-france.com/prod/public/2025-01/2025-01-20-chiffres-cles-production-electricite-francaise-2024.pdf

[3] https://allemagne-energies.com/bilans-energetiques/

[4] https://climate.selectra.com/fr/empreinte-carbone/energie

Accusé de réception en préfecture
059-245901760-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

Selon une étude interne menée par Amarenco, les émissions de CO2 de la centrale de stockage de Famars (110 MW / 220 MWh) présentera des émissions de CO2 de 50 ktCO2eq pour la construction, l'exploitation et le démantèlement.

Comme mentionné précédemment, les émissions de CO2 d'une centrale de stockage dépendent ensuite du mix énergétique du pays.

En considérant 1.5 cycles par jour, il est estimé que la centrale de Famars consommera 120 GWh d'électricité du réseau électrique. Elle réinjectera 85% de cette électricité, soit 102 GWh.

Sur 15 ans, en considérant une perte de rendement des batteries et un mix énergétique moyen en France de 35 gCO2/kWh (moyenne des 5 dernières années), la centrale de Famars consommera 54,3 ktCO2eq.

Sur 15 ans, les émissions de notre centrale de stockage seront ainsi de 104,3 ktCO2eq pour injecter 1 320 GWh d'électricité, soit un équivalent de 79 gCO2/kWheq.

Pour pouvoir comparer avec une installation de production, il faut à minima considérer une centrale qui assure les mêmes services de flexibilité. Il serait donc utile de comparer la centrale de stockage par batterie avec une STEP (Station de pompage-turbinage), une centrale à gaz ou une centrale à charbon. Force est de constater que la centrale de stockage par batteries sera plus émettrice de CO2 qu'une STEP hydraulique. Cependant, les contraintes d'espace en France et les enjeux environnementaux en zone montagneuse font que les projets de STEP sont de moins en moins nombreux. Par rapport à une centrale à gaz ou à charbon, l'intérêt est évident :

Si l'on considère une centrale de pointe de type STEP, dont les émissions de CO2/kWh sont de 6 gCO2/kWh, nous pouvons alors considérer que la centrale de Famars sera 13,2 fois plus émettrice de CO2.

Si l'on considère une centrale de pointe de type centrale à gaz, dont les émissions de CO2/kWh sont de 418 gCO2/kWh, nous pouvons alors considérer que la centrale de Famars sera 5,3 fois moins émettrice de CO2.

Si l'on considère une centrale de pointe de type centrale à charbon à charbon, dont les émissions de CO2/kWh sont de 1060 gCO2/kWh, nous pouvons considérer que la centrale de Famars sera 13,4 fois moins émettrice de CO2.

7. Financement

Le montant des investissements nécessaires au développement et à la construction de ce projet s'élève à environ 60 M€. Le financement est structuré de la manière suivante :

- 30% environ de fonds propres du groupe Amarenco,
- 70% de financement auprès d'organismes bancaires. Cette dette bancaire est levée à partir de la construction du projet, lorsque toute la phase de développement est terminée.

Le chiffre d'affaires du groupe Amarenco s'élève à 88M€ en 2023 et à 90M€ de prévisionnel en 2024.

8. Programme de régénération

Amarenco s'engage à mobiliser systématiquement une partie de ses fonds investis dans le déploiement de ses infrastructures afin de produire une électricité régénératrice, c'est à dire une électricité qui s'accompagne de la régénération des écosystèmes des territoires dans lesquels les infrastructures sont déployées.

L'« AMARENCO PLEDGE », c'est un engagement de l'entreprise à allouer 2 millions d'euros par GW crête de puissance électrique investi à des programmes de régénération, ainsi que 500 000 euros par GW d'actifs en exploitation chaque année.

Cet engagement est l'illustration parfaite de la philosophie d'Amarenco et de son engagement à préserver la planète.

Dès l'année 2022, l'«AMARENCO PLEDGE » se concrétisera à travers les « programmes ECHOS », partout où le groupe est implanté et se présentera à l'avenir, comme suit :

- **Des programmes de régénération à l'échelle de nos projets :** Amarenco développe des programmes de régénération adaptés à chaque site et chaque climat de tous les sols sur lesquels les centrales photovoltaïques au sol et agri-photovoltaïques sont déployés, afin de redonner la capacité des sols à absorber les émissions carbones et de favoriser la biodiversité ainsi que la rétention d'eau. L'entreprise contribuera ainsi à l'objectif 4 pour 1000, initié en même temps que l'accord de Paris sur le climat en décembre 2015.

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

Par ailleurs, à chaque fois que la taille et configuration d'un site sur lequel la société réalise une infrastructure solaire le permet, Amarenco met en œuvre sur une parcelle de 1 000 à 2 000 m2 une micro-forêt, une forêt comestible ou encore un jardin forêt, et sera rendu accessible au public.

- **Des programmes de régénération à l'échelle de nos territoires :** Amarenco développe des programmes structurants favorisant la régénération des écosystèmes dans tous les pays où l'entreprise investit de manière significative dans ses infrastructures photovoltaïques.

Ces programmes sont notamment focalisés sur la restauration de sols et de forêts fortement dégradés en sols vivants, ainsi que sur la résilience des forêts et l'agriculture régénérative de masse, en particulier l'agroforesterie.

Tous ces programmes soulignent l'engagement d'Amarenco à produire une énergie à la fois propre et contribuante à la régénération environnementale, véritable axe de différenciation par rapport à des producteurs d'énergie traditionnels.

Dans le cadre de son programme ECHO, AFR 59 mobilisera des fonds pour favoriser la régénération d'un écosystème.

Le budget suivant sera consacré :

- CAPEX : 2000€/MW = 220 000 €
- OPEX : 500€/MW = 55 000 €

Une fois le permis de construire obtenu, Amarenco s'occupera d'obtenir les autorisations pour la réalisation de ce programme ECHO. A ce jour, des discussions sont en cours avec la mairie de Famars pour trouver des parcelles propices pour la réalisation de ce projet. Ce sera ainsi porté en parallèle du projet de stockage par batteries.

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

IV. INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT

Les études suivantes sont annexées à la déclaration de projet afin d'approfondir ces thématiques :

- Note hydraulique,
- Note risques,
- Note paysagère,
- Note écologique.
- Note agricole.

1. Artificialisation

D'après la base de données OCSD2, l'intégralité du site de projet est considérée comme un ENAF (espace naturel, agricole et forestier), soit 2,05ha.

Le référentiel d'occupation du sol à deux dimensions (OCS 2D) est un modèle de donnée partagé. Il combine deux dimensions d'observation : le couvert du sol (CS) & l'usage du sol par l'homme (US). La donnée est produite par interprétation de photos aériennes et croisement avec d'autres données (IGN, cadastre…).

Cette base de données identifie les ENAF et les espaces déjà artificialisés.

Le décret n°2023-1096 du 27 novembre 2023 relatif à l'évaluation et au suivi de l'artificialisation des sols définit les catégories d'espaces artificialisés et non artificialisés ; cette nomenclature est annexée à l'article R101.1 du code de l'Urbanisme.



Figure 10 : consommation d'ENAF

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

Catégories de surfaces		Seuil de référence (*)
Surfaces artificialisées	1° Surfaces dont les sols sont imperméabilisés en raison du bâti (constructions, aménagements, ouvrages ou installations).	Supérieur ou égal à 50 m2 d'emprise au sol
	2° Surfaces dont les sols sont imperméabilisés en raison d'un revêtement (artificiel, asphalté, bétonné, couvert de pavés ou de dalles).	Supérieur ou égal à 2 500 m2 d'emprise au sol ou de terrain
	3° Surfaces partiellement ou totalement perméables dont les sols sont stabilisés et compactés ou recouverts de matériaux minéraux, ou dont les sols sont constitués de matériaux composites (couverture hétérogène et artificielle avec un mélange de matériaux non minéraux).	
	4° Surfaces à usage résidentiel, de production secondaire ou tertiaire, ou d'infrastructures notamment de transport ou de logistique, dont les sols sont couverts par une végétation herbacée (**).	
	5° Surfaces entrant dans les catégories 1° à 4°, qui sont en chantier ou en état d'abandon.	
Surfaces non artificialisées	6° Surfaces naturelles dont les sols sont soit nus (sable, galets, rochers, pierres ou tout autre matériau minéral, y compris les surfaces d'activités extractives de matériaux en exploitation) soit couverts en permanence d'eau, de neige ou de glace.	
	7° Surfaces à usage de cultures dont les sols sont soit arables ou végétalisés (agriculture), y compris si ces surfaces sont en friche, soit recouverts d'eau (pêche, aquaculture, saliculture).	
	8° Surfaces dont les sols sont végétalisés et à usage sylvicole.	
	9° Surfaces dont les sols sont végétalisés et qui constituent un habitat naturel.	
	10° Surfaces dont les sols sont végétalisés et qui n'entrent pas dans les catégories précédentes.	

Extrait du décret du 27 novembre 2023

2. Occupation du site



Figure 11 : données CarHab

Carhab est un programme national de modélisation cartographique des habitats naturels et semi-naturels de France. Cette modélisation est réalisée à partir de photographies aérienne (photo-interprétation) et de bases de données étatiques.

Le site étudié se compose de cultures et est bordé par des haies. Les principaux enjeux du site se localisent au niveau de la haie et de sa capacité à accueillir des espèces de l'avifaune. La culture présente quant à elle peu d'enjeux. Seules quelques espèces des milieux semi-fermés pourraient occuper la haie bordant le périmètre. Quelques espèces des milieux ouverts pourraient également être retrouvées.

Aucun milieu humide ou boisement n'est présent dans le périmètre d'étude, cependant quelques échanges pourraient avoir lieu pour quelques espèces des milieux ouverts ou semi-fermés.

Les potentialités sont globalement faibles du site en tant que zone de nourrissage et de reproduction.

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

Le périmètre d'étude n'est inclus dans aucune zone à dominante humide, de plus, il n'est traversé par aucun cours d'eau et aucune connexion ne semble exister entre le périmètre rapproché et ces cours d'eau aux alentours. De plus, le périmètre rapproché n'est connecté à aucun réservoir biologique ou secteurs d'actions prioritaires du plan de gestion de l'Anguille.



Figure 12 : zones à dominante humide

Le périmètre d'étude est inclus dans un corridor à intérêt élevé ; le SRCE identifie un corridor de forêt à proximité du site. Néanmoins ce niveau d'attribution est également classé comme non prioritaire. Le corridor a donc un enjeu limité. De plus, il se situe dans un contexte paysager peu favorable pour les espèces. En effet, la zone d'étude est entourée de cultures, c'est un habitat à faible intérêt. A proximité se situent un corridor forestier et un corridor des zones humides. Le site se trouve dans un contexte plutôt riche en réservoirs et corridors humides et forestiers. Des échanges d'espèces pourraient avoir lieu, mais, lors de la prospection, aucune espèce d'intérêt n'a été observée.

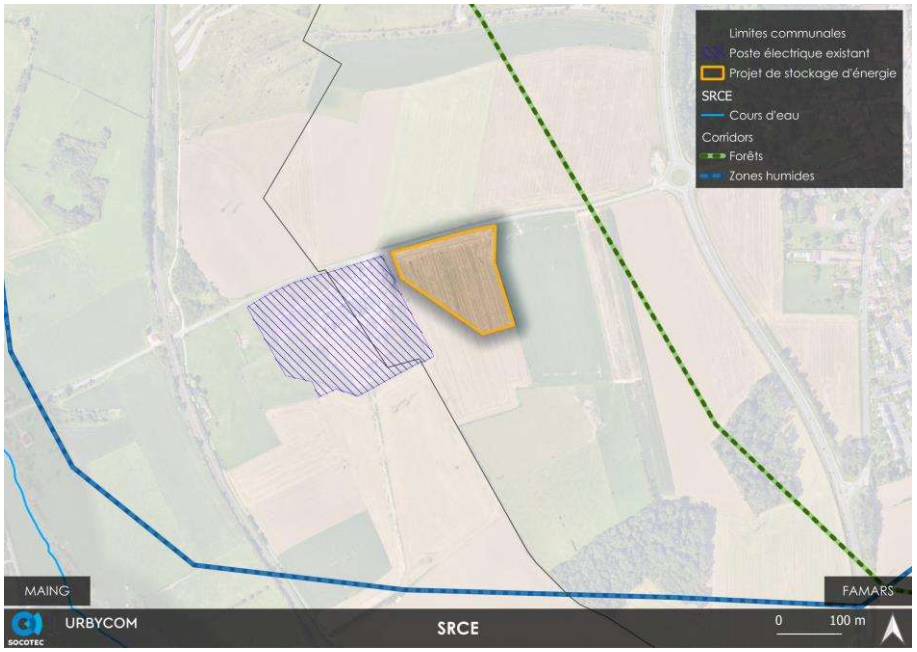


Figure 13 : SRCE

3. Milieu naturel

Le site n'est impacté par aucune ZNIEFF de type I ou II. Une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) se définit par l'identification d'un secteur du territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, où ont été identifiés des éléments rares, remarquables, protégés ou menacés du patrimoine naturel.

L'inventaire ZNIEFF, commencé en 1982 par le secrétariat de la faune et de la flore du Muséum National d'Histoire Naturelle pour le ministère de l'Environnement, permet d'identifier, de localiser et de décrire la plupart des sites d'intérêt patrimonial pour les espèces végétales et les habitats.

On distingue deux types de ZNIEFF : les ZNIEFF de type I et de type II.

Les **ZNIEFF de type I** correspondent à des **petits secteurs d'intérêt biologique remarquables par la présence d'espèces et de milieux rares**. Ces zones définissent des secteurs à haute valeur patrimoniale et abritent au moins une espèce ou un

Caisse de réception préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

habitat remarquable, rare ou protégé, justifiant d'une valeur patrimoniale plus élevée que le milieu environnant.

Les **ZNIEFF de type II**, de superficie plus importante, correspondent aux **grands ensembles écologiques ou paysagers et expriment une cohérence fonctionnelle globale**. Elles se distinguent de la moyenne du territoire régional par leur contenu patrimonial plus riche et leur degré d'artificialisation moindre. Ces zones peuvent inclure des ZNIEFF de type I.

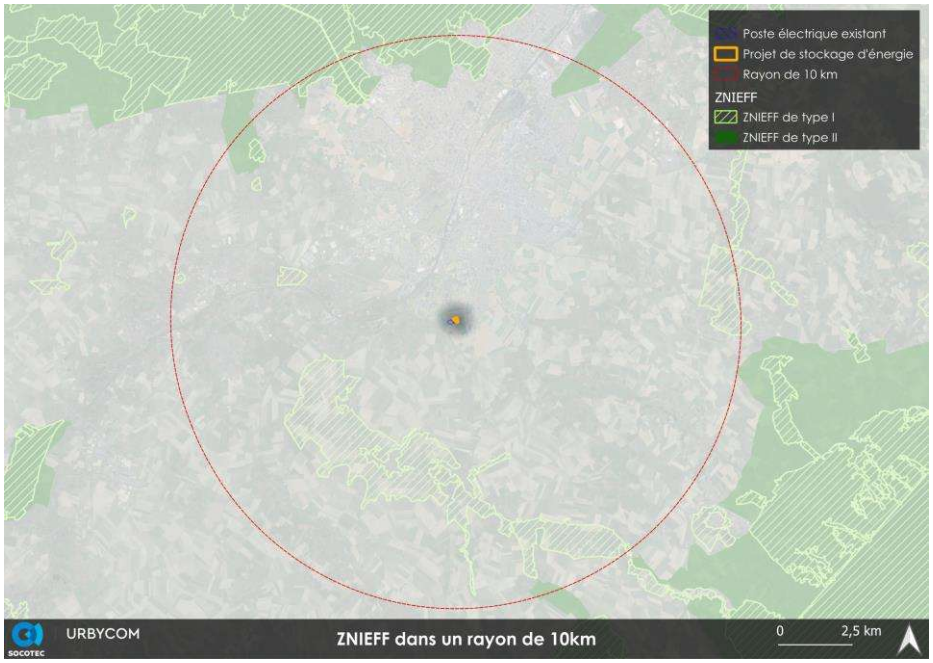


Figure 14 : ZNIEFF

Plusieurs ZNIEFF sont situées dans un périmètre de 10 kilomètres du site de projet, mais restent assez éloignées de ce dernier. La plus proche est située à 4km environ, «Vallée de l'Ecaillon entre Beaudignies et Thiant ».

Le site de projet n'est pas non plus concerné par une zone Natura 2000. La plus proche se situe à environ 10 kilomètres au nord , « Vallée de la Scarpe et de l'Escaut ».

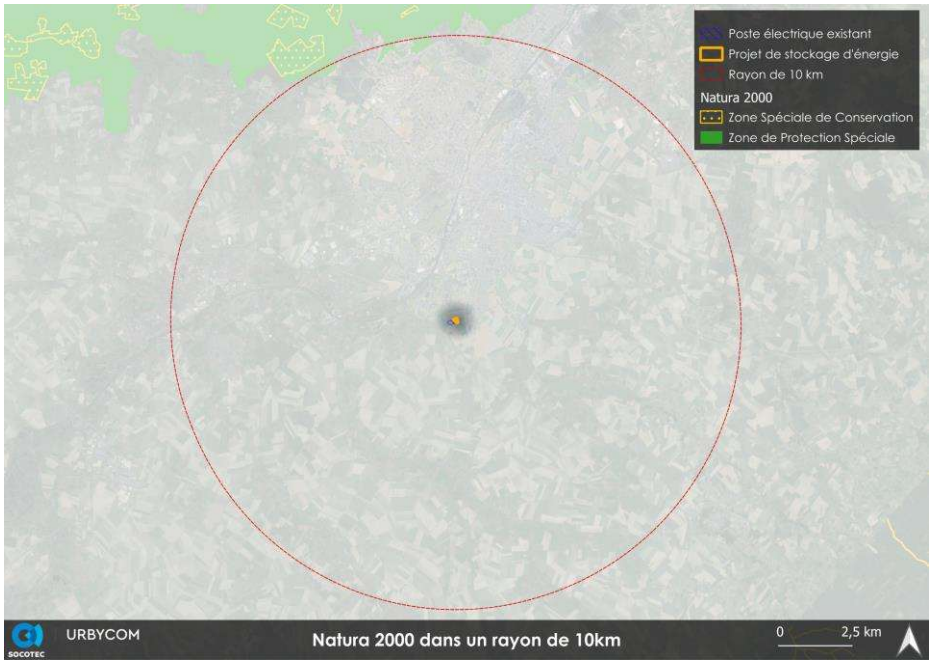


Figure 15 : zones Natura 2000

4. Milieu agricole

Le projet s'implante sur une surface déclarée auprès de la PAC. Ainsi, le projet de stockage de batteries sur ces terres agricoles va engendrer une perte de surfaces productives de 2,05 ha pour l'exploitant. Cette superficie représente 3% de la SAU (surface agricole utile) totale de l'exploitation. Cependant, l'exploitant considère ses terres comme ayant un "faible potentiel agricole". Le siège de l'exploitation est situé à Orsinval.

Bien que la surface d'implantation du projet ait été affectée à une activité agricole durant les 5 dernières années, la surface agricole prélevée de manière définitive (emprise du projet de 2,05 ha) est inférieure au seuil fixé de 3 hectares par arrêté préfectoral du Nord du 26/07/2018. Le projet n'est donc pas soumis à une étude préalable agricole. Toutefois, une note agricole complémentaire a été réalisée et figure en annexe du dossier de déclaration de projet.

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026



Figure 16: registre parcellaire graphique

5. Paysage

Aucune habitation n'est recensée à moins de 400m de la future centrale de stockage d'énergie. De plus, une insertion paysagère composée d'essences locales sera créée autour de la centrale afin de limiter les covisibilités depuis l'espace public.

Ce principe sera traduit via une Orientation d'Aménagement et de Programmation (cf. notice de mise en compatibilité).



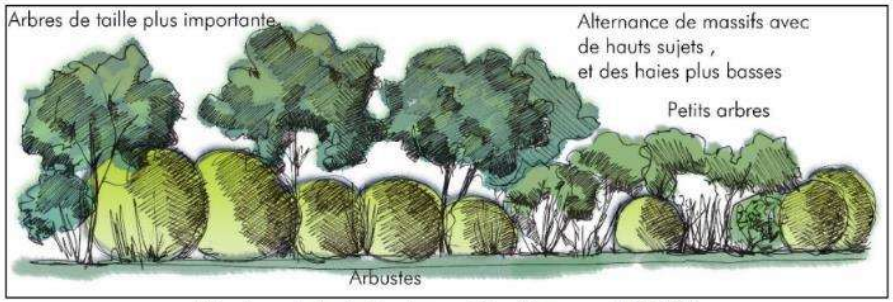
Figure 10 : insertion paysagère

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

Le projet intègre la mise en place d'espaces verts, tout autour de l'emprise du projet. Cette mesure a pour objectifs de masquer l'installation mais également de créer une mosaïque d'habitats et de mettre en place des mesures de gestion favorables à la biodiversité. Cet aménagement sera une réelle plus-value écologique qui sera à la fois favorable à la faune volante mais également pour les insectes ainsi que la flore pour lesquels le site ne présentait pas d'enjeux important.

A noter que la haie sera située à l'extérieur de la clôture afin de rendre un service bénéfique pour la biodiversité.

Les espèces plantées seront variées avec la présence de strates arborées, arbustives et herbacées de manière à augmenter la diversité. Le séquençage ne sera pas régulier afin d'éviter l'aspect artificiel de la haie. Les plants seront issus du label « végétal local » ou d'une démarche équivalente (autre label, prélèvements raisonnés sur l'emprise projet ou à proximité…) garantissant l'origine locale des plants.



Principe de la haie champêtre (Source : ARTIFEX)

La haie bocagère sera entretenue par un élagage tous les 3 à 5 ans dont la vocation est de stimuler la densification des strates basses tout en limitant l'emprise de la haie sur les habitats à proximité. Pour préserver la vitalité de la haie et respecter la période de reproduction, les coupes seront réalisées en hiver, à l'aide d'outils adaptés tels que le taille-haie, le lamier ou le barre-sécateur (l'épareuse est strictement déconseillée en raison des dégâts qu'elle occasionne sur les arbustes). Au maximum 50 % du linéaire de haie est taillé par année afin de maintenir une haie riche en baies pendant toute la période hivernale. Une partie des produits de taille est laissée sur place. Une veille visant les espèces végétales invasives est mise en place et les interventions curatives précoces sont mises en œuvre le cas échéant pour les supprimer.

Les photographies présentées sont prises depuis la route départementale 288, un dossier d'intégration paysagère complet est annexé à ce rapport.

6. Accès/Voirie et Déplacements

L'accès au terrain du projet se fera depuis la route départementale D288.

La phase travaux engendre des déplacements de camions pour l'acheminement des équipements et des matériaux d'apport pour la plateforme ainsi que pour l'évacuation des déblais.

En phase d'exploitation de la centrale, le site ne nécessitera pas de présence humaine. Le site fera l'objet d'un suivi permanent à distance et d'un contrôle régulier environ une fois par mois. La maintenance préventive et les contrôles réglementaires seront effectués tous les ans. Ce qui n'engendrera que très peu de trafic aux abords de la centrale.

A l'intérieur du site de stockage d'énergie, deux accès, des pistes et des plateformes seront créées pour permettre l'installation de l'ensemble des équipements et la circulation des engins (chantier et contrôle). La zone d'implantation des batteries, nommée « aire de charge » sera imperméabilisée.

7. Patrimoine archéologique et bâti

Une prescription de diagnostic archéologique préventive a été notifiée par la DRAC en date du 13 novembre 2024. L'INRAP est chargé de mener ce diagnostic, mais à ce stade ne nous a pas fourni les dates de réalisation.

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026



Figure 17 : Enjeux patrimoniaux

En termes d'enjeux patrimoniaux, le site est localisé à proximité d'un Monument Historique mais en dehors du périmètre : le Château de Famars, situé à 520m du point le plus à l'est de la centrale.



Source : Wikipédia

Il y a également le Castel des Prés, à Maing, située à plus de 2km de la centrale.



Source : Maing.fr

8. Risques naturels

Le site n'est pas concerné par des risques d'inondation. De potentielles remontées de nappe sont signalées à proximité.

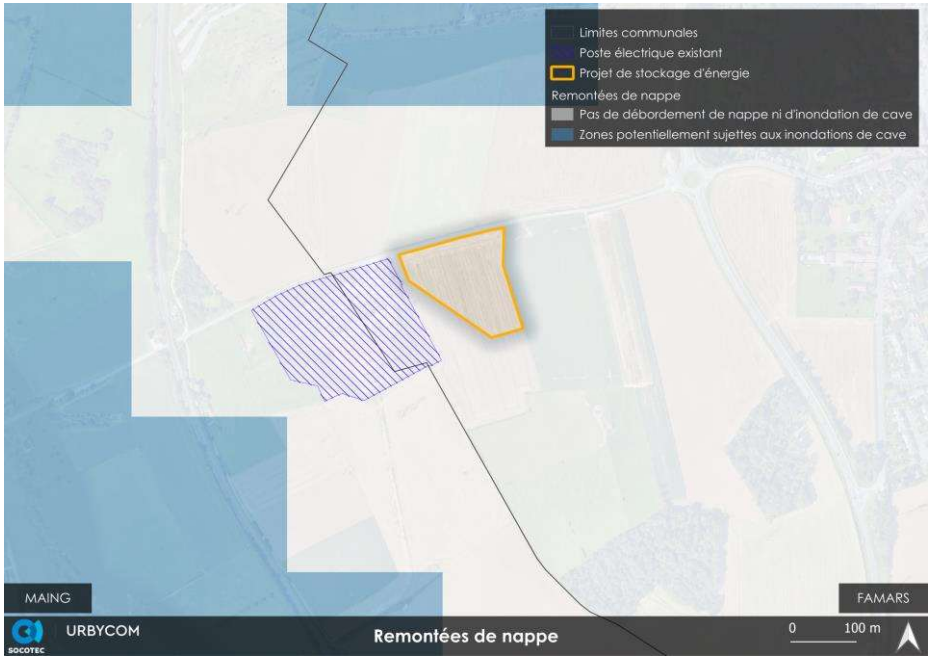


Figure 18: remontées de nappe

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

Le site de projet n'est pas non plus soumis au risque lié au retrait gonflement des argiles : l'aléa est qualifié de faible sur la zone de projet.

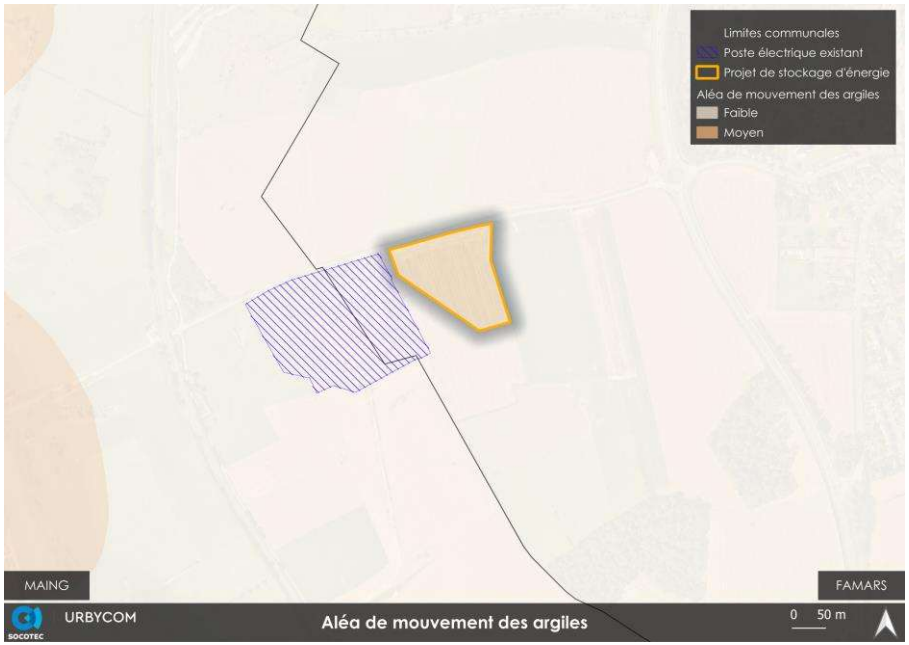


Figure 19 : retrait-gonflement des argiles

9. Risques technologiques

a. Etablissements classés SEVESO

La directive européenne du 9 décembre 1996, dite directive SEVESO 2 concerne la prévention des risques d'accidents technologiques majeurs. Elle vise l'intégralité des établissements où sont présentes certaines substances dangereuses. Deux catégories sont distinguées suivant les quantités de substances dangereuses présentes : les établissements dits « seuil haut » et les établissements dits « seuils bas ».

La directive Seveso 3 relative à la maitrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses est traduite en droit français par l'arrêté ministériel du 26 mai 2014. Il précise les modalités d'application des dispositions décrites au titre Ier du livre V du code de l'environnement. Depuis le 1er juin 2015, cet arrêté remplace et abroge l'arrêté du 10 mai 2000 relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Il n'y a pas d'établissement classé SEVESO à proximité du projet. Le plus proche se localise à plus de 6,4 km au Nord Est.

Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

Selon le Ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, est une installation classée « toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains […] ».

Sur la commune de Famars, aucune ICPE n'est recensée.

Sur la commune limitrophe de Maing, où prend place une partie du poste source RTE, est présente une installation de stockage de déchets, exploitée par la société des Voies Navigables de France. Ce site se localise à plus de 2 km à l'Ouest du projet de stockage d'électricité par batterie.

Il n'y a pas de site ICPE à proximité.

Le projet concerne une installation de stockage d'électricité par batteries. Il s'agit d'une activité soumise à la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Ainsi, le projet est concerné par la rubrique 2925-2 sous le régime de la déclaration.

b. Transport de matière dangereuses et radioactives

Le risque de transport de matières dangereuses (TMD) est consécutif à un accident qui se produit lors du transport par route, voie ferrée, voies fluviales et maritimes, de produits dangereux. Les canalisations de matières dangereuses sont également à prendre en compte lors de l'évaluation de ce risque. Sur le secteur, plusieurs risques TMD sont présents :

- Canalisation de gaz naturel à environ 400 m à l'Ouest ;

Accusé de réception préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

- Canalisation de produits chimiques à une centaine de mètres vers le Sud-Ouest ;

Le site du projet est en dehors de leur zonage de servitude.

De plus, la départementale D958 passe à environ 300 m à l'Est du site du projet. Cet axe de transport majeur sur le secteur est concerné par le risque TMD.

c. Axes terrestres bruyant

Un axe terrestre bruyant est situé à proximité du site de projet, il s'agit de la voie ferrée.

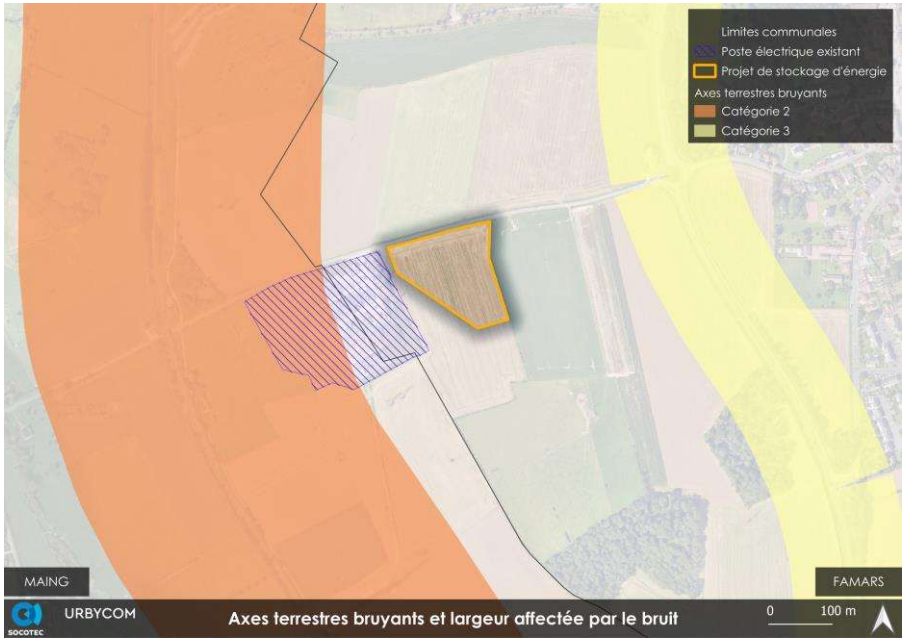


Figure 20 : Axes terrestres bruyants

d. Sites et sols pollués

La **base de données CASIAS**, accessible au public, répertorie les anciens **sites industriels et activités** de services **potentiellement pollués**. Il s'agit d'un inventaire historique régional, réalisé par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM).

Les bases de données sont alimentées par l'inspection des installations classées et évoluent par les actions entreprises sur les sites référencés (études, suivi, traitement), elle est donc périodiquement mise à jour. Après traitement, les sites sont transférés dans BASIAS (Base des Anciens Sites Industriels et Activités de Service).

A la différence de BASOL, les sites incorporés dans **CASIAS ne sont pas considérés comme pollués**. On considère simplement que des produits polluants (ex : hydrocarbures pétroliers) ont été manipulés sur ces derniers à une période donnée et que le site peut être potentiellement pollué. A ce titre, le référencement d'un site en particulier dans BASIAS est simplement une indication que des contrôles environnementaux préliminaires doivent être engagés avant tout projet de réaménagement.

Aucun site CASIAS ou BASOL n'impacte le site de projet.

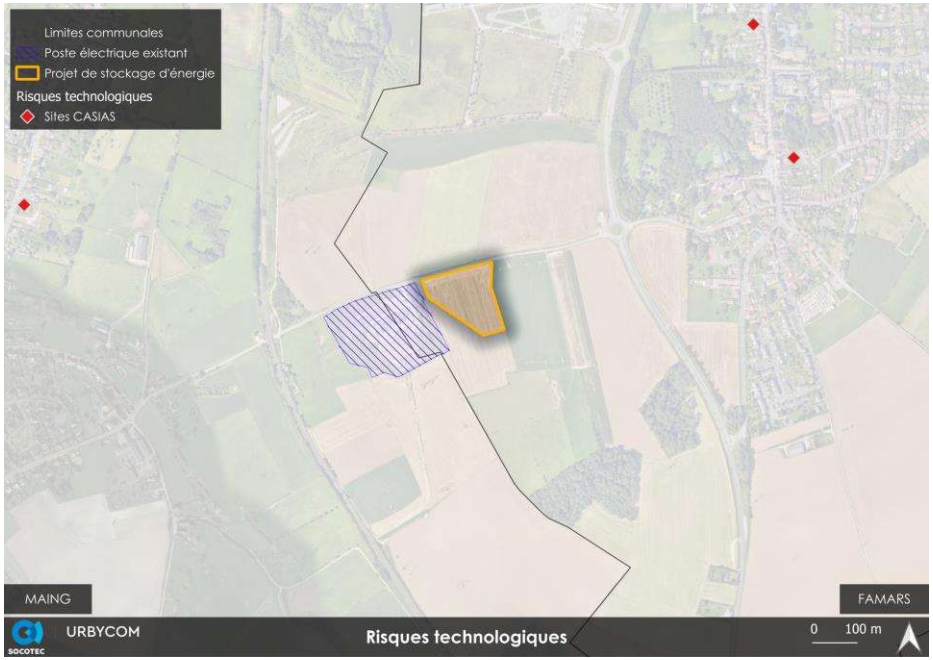


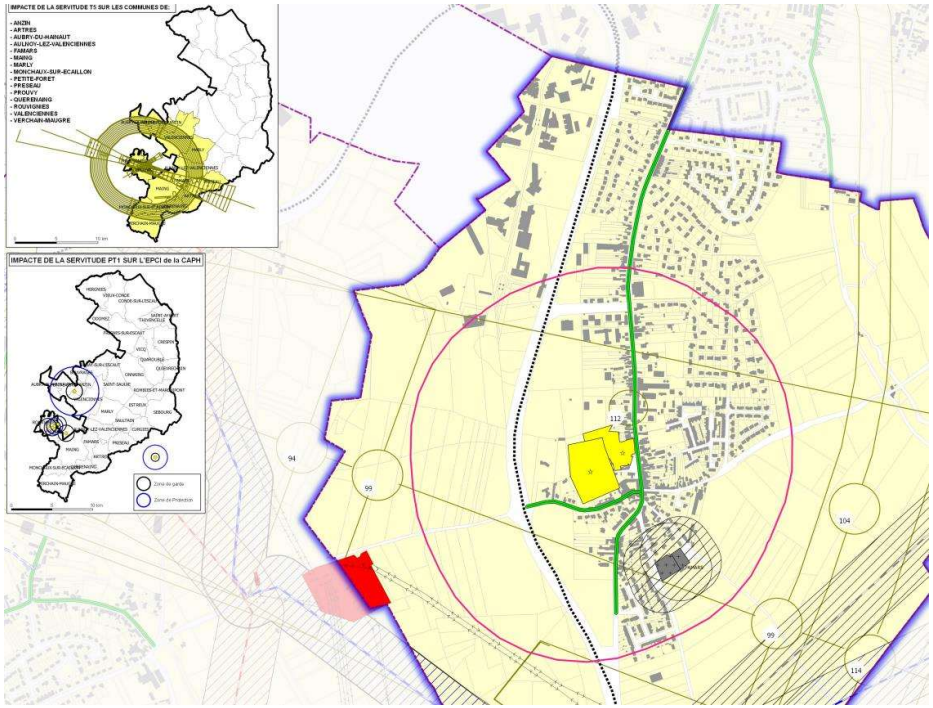
Figure 21 : Sites pollués

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

10. Servitudes

Les servitudes impactant la commune de Famars sont reprises dans le plan ci-dessous.

Le site de projet est concerné par la servitude I4, protection des lignes haute tension.



Extrait du plan de servitudes- PLUI de Valenciennes Métropole



Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

11. Synthèse des enjeux

- Le site étudié se compose de cultures et est bordé par des haies. Les principaux enjeux du site se localisent au niveau de la haie et de sa capacité à accueillir des espèces de l'avifaune. La culture présente quant à elle peu d'enjeux. Seules quelques espèces des milieux semi-fermés pourraient occuper la haie bordant le périmètre. Quelques espèces des milieux ouverts pourraient également être retrouvées. Le site de projet n'est pas concerné par des zonages d'inventaire ni par des zones à dominante humide. Un corridor écologique est présent à proximité du site, les haies prévues autour du site permettront de le prendre en compte.

- Les impacts sont surtout d'ordre agricole : le projet engendre la perte de 2,05 hectares de terres agricoles.

- En termes de paysage, l'orientation d'aménagement et de programmation et la haie bocagère permettront d'assurer l'intégration paysagère du projet, et limitera l'impact visuel des installations.
- Le site n'est pas concerné par un risque majeur, que ce soit risque naturel ou technologique.

V.COMPATIBILITE DU PROJET AVEC LE PROJET D'AMENAGEMENT ET DE DEVELOPPEMENT DURABLES DU PLUI

Cette partie vise à traiter de la cohérence entre les modifications envisagées et le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD). En effet, contrairement aux jurisprudences antérieures, le juge administratif n'est plus tenu de vérifier l'atteinte à l'économie générale du plan[5] ou du PADD[6], mais s'attèle, depuis l'ordonnance du 5 janvier 2012[7], à constater la **cohérence** avec les **orientations** du PADD.

Cette cohérence doit être recherchée « *[…] dans le cadre d'une* ***analyse globale*** *le conduisant à se placer à l'échelle du territoire couvert par le document d'urbanisme, si le règlement ne contrarie pas les orientations générales et objectifs que les auteurs du document ont définis dans le projet d'aménagement et de développement durables, compte tenu de leur degré de précision. Par suite,* ***l'inadéquation d'une disposition du règlement du plan local d'urbanisme à une orientation ou un objectif du projet d'aménagement et de développement durables ne suffit pas nécessairement, compte tenu de l'existence d'autres orientations ou objectifs au sein de ce projet, à caractériser une incohérence entre ce règlement et ce projet.*** »[8]

Si le terme de « cohérence » vient ici s'ajouter aux rapports de compatibilité et de conformité connus jusque-là, le renvoi aux orientations du PADD est également une nouveauté. Le juge doit là encore faire une analyse d'ensemble : « ***En exerçant ainsi son contrôle au regard d'un objectif particulier du projet d'aménagement et développement durables, sans prendre en compte l'ensemble des orientations et des objectifs de ce projet dans les conditions énoncées au point précédent, la cour a commis une erreur de droit.*** »[9]

Il faut rappeler que le PADD n'est effectivement pas opposable ; la loi du 2 juillet 2003 précise que le PADD et ses orientations générales ne font que conditionner le contenu

[5] Commissaire du gouvernement Bonichot, conclusions, Conseil d'Etat 7 janvier 1987 Pierre-Duplaix
[6] Loi n°2003-590 du 2 juillet 2003 urbanisme et habitat
[7] Ordonnance n°2012-11 du 5 janvier 2012 portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme.

[8] Conseil d'État, 6ème et 5ème chambres réunies, 30/05/2018, 408068
[9] Ibid

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

des autres documents composant le PLU, mais ils ne peuvent pas fonder un refus d'autorisation (CAA Nantes, 5 novembre 2019, n°18NT02374).

L'atteinte à l'économie générale du plan est une notion qui a été définie comme telle : « *un plan d'occupation des sols est un parti d'urbanisme, c'est-à-dire un ensemble de choix d'urbanisme qui ont leur cohérence. Il faut bien voir que les différents choix à faire pour l'élaboration d'un plan d'occupation des sols n'ont pas tous la même importance, et même, en réalité, des choix importants, il n'y en a qu'un nombre limité. Dans ces conditions, lorsqu'est remis en cause une des options d'urbanisme et que cette remise en cause a une incidence, même limitée, sur l'ensemble du plan, on peut dire qu'il y a modification de l'économie générale du plan* » *(Commissaire du gouvernement Bonichot, conclusions sur CE 7 janvier 1987 Pierre-Duplaix.)*

Les notions d'atteinte à l'économie générale du plan et d'atteinte à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durables sont similaires. D'ailleurs, le juge administratif continue d'employer cette notion. L'idée est de ne pas contrarier le « parti d'urbanisme » pris lors de l'élaboration du PLU.

L'atteinte à l'économie générale du plan peut être définie comme la remise en cause d'une option fondamentale du parti d'urbanisme ayant une incidence sur la vision d'ensemble qu'effectue le plan. Pour déterminer cette atteinte, la jurisprudence retenait deux principaux critères : l'importance de la zone touchée par rapport à l'ensemble du territoire couvert par le plan d'occupation des sols et l'importance et la nature des modifications introduites dans cette zone. Par exemple, le changement d'affectation de certains secteurs, avec redéfinition d'une zone d'aménagement concerté et la création de deux nouvelles ZAC est considéré comme une atteinte à l'économie générale du plan *(CAA Paris 8 novembre 2007 Association syndicale du Front-de-Seine).*

En l'espèce, la présente déclaration de projet pourrait remettre en cause les orientations générales du PADD, puisqu'elle vise à mettre en compatibilité un document d'urbanisme avec un projet d'intérêt général postérieur à son approbation.

Néanmoins, le projet s'inscrit dans la politique locale, notamment **en permettant de construire une ville durable (orientation n°4), à travers la décarbonation et la promotion des énergies renouvelables, l'un des objectifs du projet comme expliqué plus haut.**

- **Accélérer les transitions énergétique et climatique**
  - Permettre la valorisation des potentiels locaux de développement des énergies renouvelables : géothermie, énergie solaire, bois-énergie, méthanisation, énergies de récupération.
  - Inscrire les équipements publics dans une recherche d'exemplarité en matière de production et consommation d'énergie.
  - Promouvoir un urbanisme contribuant à une meilleure qualité de l'air et à une adaptation au changement climatique : accroître la végétalisation en ville, protéger les alignements d'arbres et de haies, définir les zones de construction en fonction des niveaux de pollution constatés (implantation en retrait des grands axes de circulation, etc…).
  - Optimiser la collecte et le traitement des déchets ménagers et assimilés en intégrant cette préoccupation en amont des projets.

Extrait du Projet d'Aménagement et de Développement Durables, page 22

Sur la prise en compte des corridors écologiques, le Projet d'Aménagement et de Développement Durables fixe comme principe dans l'axe 3 « décliner la trame verte et bleue pour protéger et valoriser les espaces naturels du territoire ». En ce sens, les corridors ont été pris en compte au PADD. Par rapport au projet, cela n'entraine pas d'incompatibilité, car même si le corridor est situé à proximité, il n'impacte pas directement la zone de projet. De plus, le site ne présente pas d'enjeu majeur en termes de biodiversité. La plantation de haies bocagères permettra de limiter les impacts, et même d'améliorer la diversité des espèces sur le site.

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

VII. COMPATIBILITE AVEC LES DOCUMENTS SUPRACOMMUNAUX

L'analyse de l'intérêt général du projet a permis d'identifier l'inscription du projet dans les politiques publiques actuelles. Cette partie s'attèlera à démontrer de son inscription au sein des documents supracommunaux.

Pour rappel, la compatibilité doit s'apprécier avec les orientations générales et les objectifs définis, dans le cadre d'une analyse globale, à l'échelle du territoire, sans rechercher l'adéquation du plan à chaque disposition ou objectif particulier.[10]

1. Le SRADDET de la Région Hauts-de-France

Le SRADDET a été approuvé par arrêté préfectoral le 4 août 2020. Il a été modifié par le conseil régional de 21 novembre 2024 et approuvé par arrêté préfectoral du 29 novembre 2024.

Certaines règles du SRADDET s'inscrivent dans les objectifs du projet :

Contenu :

Les secteurs résidentiel et tertiaire sont les plus consommateurs d'énergie après l'industrie. Ils sont donc un levier important d'économies d'énergies et de réduction des émissions de GES.
Il s'agit, à travers cette règle, de chercher à augmenter le rythme des travaux de rénovation pour atteindre les objectifs chiffrés par la Région tant dans le parc public de logements que dans le parc privé et le secteur tertiaire.

L'identification de secteurs prioritaires permet d'envisager la massification des rénovations.
Le niveau de performance énergétique et environnementale s'entend comme une approche multicritère combinant :

- en matière d'énergie : la recherche de l'efficacité énergétique et la maîtrise des consommations d'électricité ; la valorisation du potentiel local d'énergies renouvelables ou de récupération ;
- pour l'adaptation au changement climatique : l'adaptation des bâtiments aux risques climatiques et la régulation du confort thermique en toute saison (et notamment le maintien de la fraicheur en été) ;
- une empreinte environnementale réduite: la diminution des émissions de gaz à effet de serre, la préservation des ressources naturelles non renouvelables, l'utilisation d'éco-matériaux, la réduction de l'énergie grise du bâtiment, la préservation ou la restauration **de la biodiversité ;**

Ainsi, l'orientation 3.2 « la réhabilitation thermique encouragée » souligne par exemple la recherche de l'efficacité énergétique et la maitrise des consommations d'électricité ; la valorisation du potentiel local d'énergies renouvelables ou de récupération.

De même, l'orientation 1.2 « la transition énergétique encouragée » s'inscrit également dans les objectifs du projet, en favorisant les énergies renouvelables.

Règle générale 8 (CAE)

Les SCoT, les PCAET contribuent à l'objectif régional, c'est-à-dire à multiplier par 2 la production d'énergies renouvelables et de récupération (EnR&R) à l'horizon 2031 par rapport à 2021. La stratégie territoriale, chiffrée dans le cadre des PCAET, doit permettre d'atteindre une production d'EnR&R d'au moins 33 % de la consommation finale brute d'énergie de leur territoire en 2031. Elle tient compte de leur potentiel local, des capacités d'échanges avec les territoires voisins et respecte les écosystèmes et leurs fonctions ainsi que la qualité écologique des sols.

Contenu :

Il s'agit à travers cette règle de mobiliser les territoires pour contribuer à l'objectif régional de multiplier par 2 la production d'énergies renouvelables et de récupération à l'horizon 2031 par rapport à 2021, et à exprimer le contenu de leur mix énergétique selon leurs spécificités Ce développement de la production d'énergies renouvelables et de récupération conjugué à la diminution de la consommation finale d'énergie doit permettre de réduire le recours aux énergies fossiles, les émissions de gaz à effet de serre et d'améliorer la qualité de l'air.

Les projets doivent être menés en lien avec les acteurs locaux, afin de favoriser leur acceptabilité, au travers notamment de démarches de concertation et de communication en amont, ainsi que la participation des citoyens et des collectivités locales aux investissements.

Pour les réseaux de chaleur et de froid, il convient de favoriser leur développement et la conversion des réseaux existants aux énergies renouvelables et de récupération. Une approche multi-EnR visant à valoriser en priorité les énergies fatales des sites industriels, des énergies issues des déchets (centres de valorisation énergétique, Combustibles Solides de Récupération) dans le respect de la hiérarchie des modes de traitement des déchets (cf. article L. 541-1 II du code de l'environnement)

Pour les autres réseaux de distribution d'énergie, la stratégie doit prévoir de les adapter à l'accueil d'énergies renouvelables et favoriser la réduction des consommations par le développement de réseaux intelligents pour permettre d'optimiser les besoins, la gestion et l'autoconsommation.

Pour le bois énergie, les agrocarburants, la méthanisation, une attention particulière devra être portée sur le respect de la hiérarchie des usages définie dans la Stratégie Nationale de Mobilisation de la Biomasse, préservation et restauration des écosystèmes, des puits de carbone et de la qualité de l'air.

Le développement du solaire photovoltaïque doit se faire en priorité sur les toitures et les sites artificialisés ainsi que les délaissés urbains.

Pour le développement de l'éolien terrestre, il convient de privilégier les mesures de repowering permettant d'augmenter la puissance du parc existant. Les p[illegible] en priorité

[10] Conseil d'État, 18 décembre 2017, n°395216

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

dans les zones favorables à l'éolien définies par le Préfet de Région et prendre en compte les

enjeux connus sur ces secteurs, dans le respect de la réglementation et de la séquence Eviter, Réduire, Compenser.

Sur la base des zones favorables à l'éolien définies par le Préfet de Région, les SCOT, PLUi, Charte de Parcs Naturels Régionaux sont invités à définir leurs zones favorables à leurs échelles territoriales respectives.

Pour le repowering, afin de limiter les impacts, notamment visuels, des nouvelles éoliennes plus puissantes et plus hautes, celles-ci veilleront à respecter un éloignement des habitations proportionnel à l'éloignement des éoliennes initiales en prenant en considération la hauteur totale ; Concernant le patrimoine paysager : les projets d'implantation veilleront à respecter les cônes de visibilité des monuments historiques et de mémoire ainsi que les paysages emblématiques identifiés dans la carte des zones favorables à l'éolien produite par les services de l'Etat ; Concernant la biodiversité, ils veilleront à respecter les couloirs de migration des oiseaux et les espèces sensibles à l'éolien identifiées dans la carte des zones favorables à l'éolien produite par les services de l'Etat (Cf. cartographie du potentiel éolien terrestre—couche clé en main- sur le site internet de la DREAL Hauts de France). Ces nouvelles éoliennes veilleront à conserver une garde au sol suffisante pour limiter l'impact

2. Le SCOT du Valenciennois

Le corridor écologique à proximité du site apparait dans les continuités écologiques du SCOT du Valenciennois, sans impacter directement la zone de projet.

Le SCOT édicte des orientations sur les cœurs de biodiversité (ne pas urbaniser ces secteurs, sauf exception), sans édicter de recommandations spécifiques sur les corridors.

Aucun cœur de biodiversité n'est situé à Famars, le site n'est pas identifié non plus comme espace naturel relais.

Carte n°2 : Les continuités écologiques du SCoT du Valenciennois

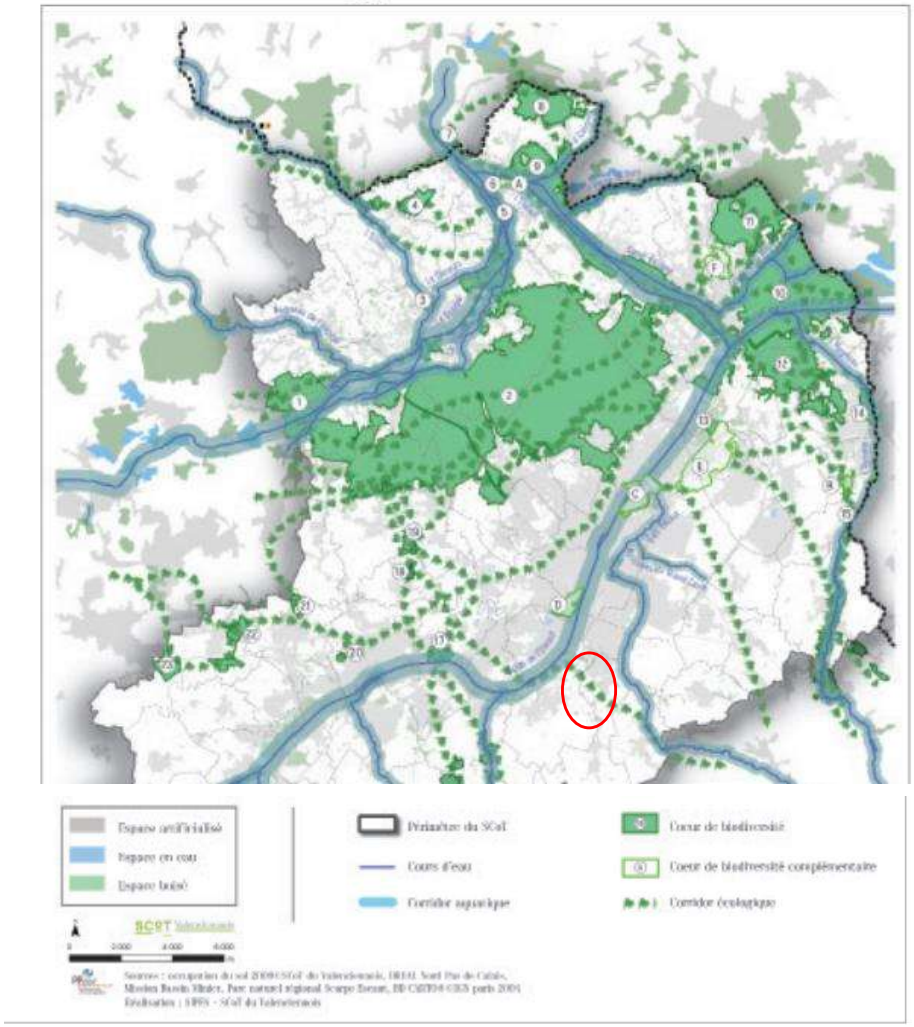
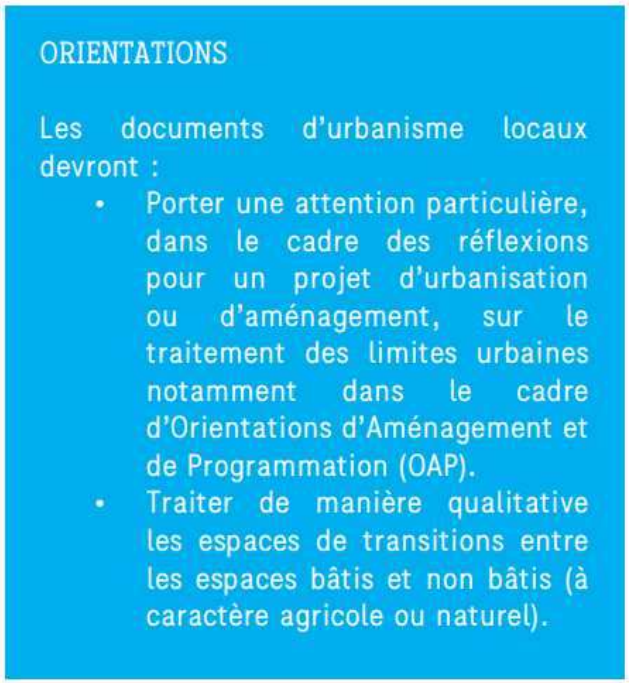


Figure 22 : Extrait du SCOT

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

Le projet permet de répondre à l'orientation n°10, « qualifier les interfaces entre les espaces bâtis et non bâtis et valoriser ces franges ; en effet, les orientations d'aménagement et de programmation imposeront une frange paysagère autour de la zone de projet, afin d'assurer son intégration paysagère.


ORIENTATIONS

Les documents d'urbanisme locaux devront :

- Porter une attention particulière, dans le cadre des réflexions pour un projet d'urbanisation ou d'aménagement, sur le traitement des limites urbaines notamment dans le cadre d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).
- Traiter de manière qualitative les espaces de transitions entre les espaces bâtis et non bâtis (à caractère agricole ou naturel).

Extrait du SCOT, page 522

Le projet contribue également à la prise en compte de l'orientation 14 , « Favoriser les économies d'énergies et promouvoir le développement des énergies renouvelables », en facilitant leur mise en œuvre.

VIII. BILAN COUT-AVANTAGE

Du fait des éléments mentionnés, le projet présenté peut être qualifié d'intérêt général dès lors qu'il répond au motif d'intérêt général de sécurisation de l'approvisionnement du réseau électrique Français et aux services associés (maintien fréquence, tension, flexibilité …) lors de pics de consommation d'électricité qui vont devenir de plus en plus fréquents avec l'augmentation de la part des énergies renouvelables (énergies intermittentes) dans le mix énergétique français, et l'augmentation des besoins en électricité avec notamment le développement de la mobilité électrique.

Bilan coûts - avantages	
Points positifs	**Points négatifs**
• Décarboner les pics de consommation, • Intégration des ENR, • Eviter les renforcements du réseau, • Participation à la stabilité des prix de l'électricité, • Faible emprise au sol : à raison de 2ha pour un projet de 100MW/200MWh, les objectifs nationaux (6GW à horizon 2030 selon RTE) seraient atteints avec seulement 120ha de surface. L'aire de du projet a été réduite par rapport à l'emprise prévue initialement. • Faible impact sur l'environnement (site en dehors des zonages d'inventaire, occupé par des espaces cultivés) • Peu de risque sur la zone.	• Artificialisation d'environ 2 hectares, • Impact sur l'activité agricole d'environ 2 hectares, • Les principaux enjeux du site se localisent au niveau de la haie et de sa capacité à accueillir des espèces de l'avifaune : une haie sera créée autour de la zone de projet, ce principe est repris dans une Orientation d'Aménagement et de Programmation.

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VALENCIENNES MÉTROPOLE

Déclaration de projet entrainant mise en compatibilité du PLUi

Projet de stockage d'énergie à Famars

Notice de mise en compatibilité

Juin 2026



URBYCOM

SOCOTEC

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

TABLE DES MATIERES

Table des matières _____ *2*

Contexte de la mise en compatibilitE _____ *3*

1. **Modification du plan de zonage de Famars** _____ **3**
2. **Règlement de la zone 1AUS** _____ **5**
3. **Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)** _____ **6**
4. **Evolution du rapport de présentation** _____ **8**

a. **Les OAP sectorielles** _____ **8**

b. **Le bilan des surfaces** _____ **9**

Conclusion _____ *10*

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

CONTEXTE DE LA MISE EN COMPATIBILITE

Le document d'urbanisme applicable sur la commune de Famars est le PLUi de la Communauté d'Agglomération de Valenciennes Métropole. Il a été approuvé le 11 mars 2021, et est devenu opposable à compter du 1er avril 2021. Il a fait l'objet de plusieurs procédures d'évolution depuis lors, reprises dans le tableau suivant, qui fait état des procédures d'évolution mises en œuvre et leur état d'avancement[1] au 12 juin 2025.

Valenciennes Métropole

Evolutions du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de Valenciennes Métropole
Tableau synthétique des procédures mises en œuvre en date du 30/01/25

N° Evolution	Procédure mise en œuvre	Date prescription	Date enquête publique / Mise à disposition	Date approbation	Date opposabilité	Objets
1	Modification simplifiée	18 janvier 2022	Du 11 avril au 13 mai 2022	23 juin 2022	25 juillet 2022	Correction d'erreurs matérielles / Ajout de 2 dossiers loi Barnier / Ajout des fiches patrimoines
2	Modification n°1	20 octobre 2022	Du 6 février au 9 mars 2023	27 juin 2023	1 septembre 2023	Corrections d'erreurs matérielles / évolutions du zonage / évolutions du règlement / suppression d'une OAP
3	Déclaration de projet n°1 Aulnoy-lez-Valenciennes	1er décembre 2022	Du 13 novembre au 13 décembre 2023	en attente	-	Création d'une zone UL (équipements publics) pour la réalisation d'un nouveau cimetière à Aulnoy-lez-Valenciennes
4	Déclaration de Projet n°2 Sebourg	1er décembre 2022	Du 13 novembre au 13 décembre 2023	15 avril 2024	10 juin 2024	Crétion d'une zone UL (équipements publics) pour la construction d'un nouveau centre d'incendie et de secours à Sebourg
5	Révision allégée n°1 Fresnes-sur-Escaut	1er décembre 2022	Concertation : du 26 septembre au 31 octobre 2023 Enquête publique : du 24 février au 26 mars 2025	11 juin 2025	-	Reclassement du Château Renard en secteur urbain mixte, pour changement de destination du bâtiment à Fresnes-sur-Escaut
6	Modification de droit commun n°2	1er décembre 2022 5 décembre 2023 6 mai 2024	Enquête publique : du 24 février au 26 mars 2025	11 juin 2025	-	Reclassement d'une friche en zone naturelle (Artres) / Reclassement d'une zone économique (Bruay-sur-l'Escaut) / Réduction d'une zone 2AU et modification d'un emplacement réservé (Fresnes-sur-Escaut) / Suppression d'une zone 1AU (Odomez) / Reclassement d'une zone UL et ajout d'un patrimoine paysager (Saint-Saulve) / Reclassement d'une zone urbaine, modification d'un emplacement réservé et ajout d'un patrimoine paysager (Vieux-Condé) / Corrections d'erreurs matérielles (Beuvrages, Vicq, Vieux-Condé) / Ouverture à l'urbanisation de la zone 2AU (Monchaux-sur-Ecaillon) / Création d'un emplacement réservé (Aulnoy-lez-Valenciennes) / Suppression d'emplacements réservés (4 communes) / Mise en place de servitudes de mixité sociale (8 communes)
7	Déclaration de Projet n°3 Entrée Nord	15 avril 2024	Concertation préalable : du 4 novembre au 9 décembre 2024 Enquête publique : du 24 février au 26 mars 2025	11 juin 2025	-	Dérogation loi Barnier
8	Mise à jour n°1	non concerné	non concerné	6 mai 2024	5 juillet 2024	servitudes T1 et INT1/ Monument Historique / RLPi / périmètres ZAC / périmètres lotissement / Secteurs d'Information sur les Sols (SIS)
9	Révision allégée n°2 Schémas ENR	16 octobre 2024	Enquête publique : à venir	-	-	intégration du schéma solaire dans le PLUi
10	Déclaration de Projet n°4 Famars	16 octobre 2024	Enquête publique : à venir	-	-	Création d'un STECAL pour centre de stockage d'électricité
11	Mise en compatibilité du PLUi	13 décembre 2023	Concertation préalable : du 8 avril au 31 mai 2024 Enquête publique : à venir			Projet de construction d'un établissement pénitentiaire sur la commune de Saint-Saulve maître d'ouvrage : Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice (APIJ)

Le projet de stockage d'énergie prévu sur le territoire de Famars n'est actuellement pas compatible avec le PLUi. En effet, la zone de projet est actuellement classée en Aco, qui est un secteur à vocation agricole (secteur agricole constitutif des corridors écologiques de la trame verte et bleue) . La réalisation du projet nécessite donc une modification du plan de zonage, avec la création d'une nouvelle zone dédiée aux constructions et installations liées au stockage d'énergie.

[1] En surligné gris foncé : procédure finalisée/exécutoire, en gris clair : procédure approuvée/mise en attente

1. Modification du plan de zonage de Famars

Une nouvelle zone, spécifique au projet, est créée. Il s'agit d'une zone 1AUS, une zone à urbaniser dédiée aux constructions et installations liées au stockage d'énergie.

Les zones à urbaniser sont définies par l'article R.151-20 du code de l'Urbanisme :

« Peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs destinés à être ouverts à l'urbanisation.

Lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone et que des orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement en ont défini les conditions d'aménagement et d'équipement, les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement. »

Un poste électrique existant déjà à proximité, et l'ensemble du site de projet ayant vocation à être aménagé, une zone AU a été privilégiée à un secteur de taille et de capacité d'accueil limités, défini comme suit par le code de l'Urbanisme (article L.151-13 du code de l'Urbanisme) :

« Le règlement peut, à titre exceptionnel, délimiter dans les zones naturelles, agricoles ou forestières des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées dans lesquels peuvent être autorisés :

1° Des constructions ;

2° Des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs destinés à l'habitat des gens du

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

voyage au sens de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

3° Des résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs.

Il précise les conditions de hauteur, d'implantation et de densité des constructions, permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.

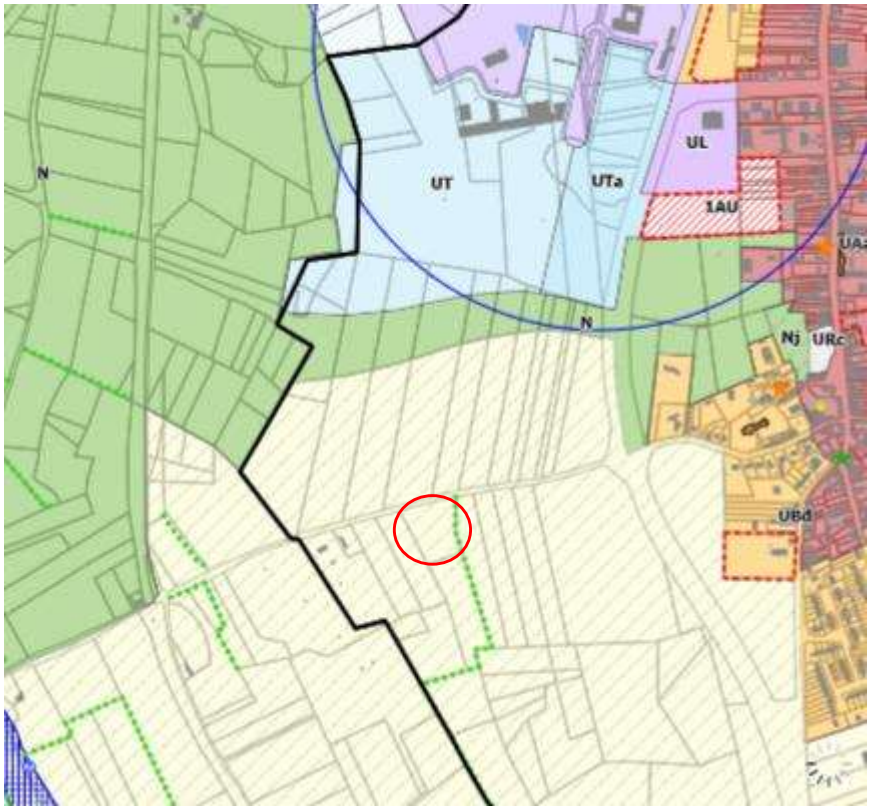
Il fixe les conditions relatives aux raccordements aux réseaux publics, ainsi que les conditions relatives à l'hygiène et à la sécurité auxquelles les constructions, les résidences démontables ou les résidences mobiles doivent satisfaire.

Ces secteurs sont délimités après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime.

Leur caractère exceptionnel s'apprécie, entre autres critères, en fonction des caractéristiques du territoire, du type d'urbanisation du secteur, de la distance entre les constructions ou de la desserte par les réseaux ou par les équipements collectifs. »

Le règlement et l'Orientation d'Aménagement et de Programmation permettront d'assurer l'intégration du projet dans son environnement immédiat.

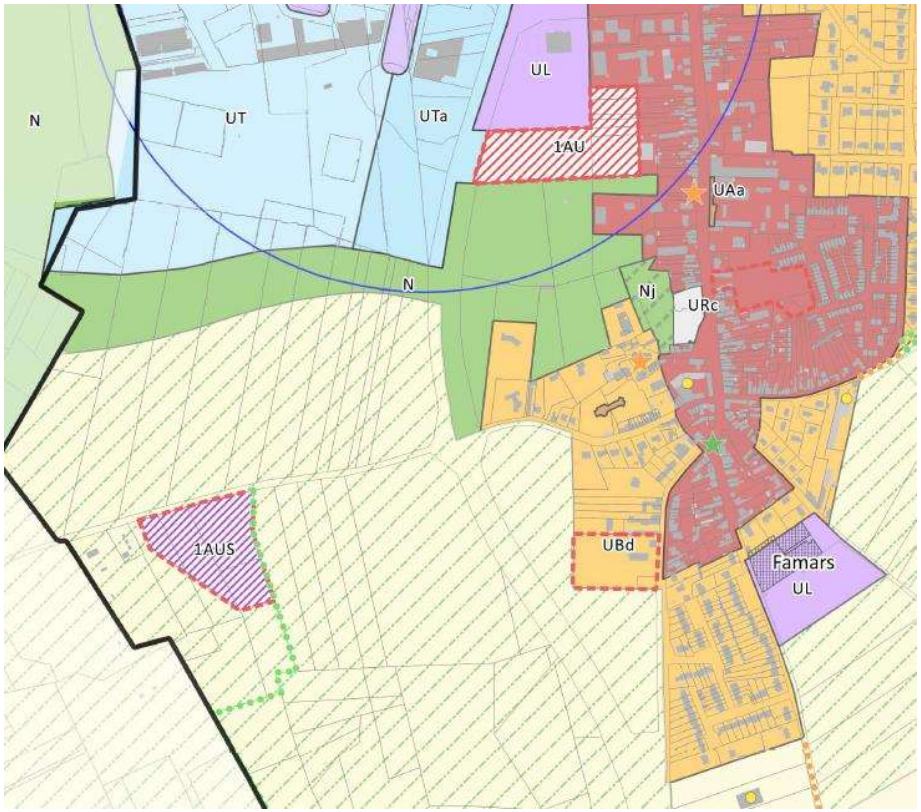
Zonage avant modification : le site de projet est classé en Aco



Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

Zonage après modification : le site de projet est classé en 1AUS

L'emprise du secteur 1AUS coïncide avec l'emprise du projet, soit 2,05 hectares.



2. Règlement de la zone 1AUS

Un règlement spécifique est créé pour la zone 1AUS, définie comme une zone à urbaniser spécifique dédiée aux constructions et installations liées au stockage d'énergie.

Ainsi, sont autorisés dans la zone les équipements d'intérêt collectif et services publics liés au stockage d'énergie et les constructions et installations liées.

Les bureaux, salle de réunion sont autorisés en lien avec l'activité autorisée sur le site. Le règlement autorise également les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE), le projet intégrant la nomenclature ICPE. Les ICPE autorisées sont celles en lien avec le stockage d'énergie.

Les exhaussements et affouillements sont également autorisés sous conditions.

En termes de volumétrie et d'implantation des constructions, il est précisé que les constructions doivent être édifiées avec un recul minimum de 10 mètres des voies et emprises publiques.

L'article règlementant l'implantation par rapport aux limites séparatives est renseigné :

« Les constructions sont autorisées en limite séparative ou en retrait. Dans ce cas, la distance horizontale de tout point d'un bâtiment au point le plus proche des limites séparatives du terrain doit être au moins égale à la moitié de sa hauteur, sans jamais être inférieure à 4 mètres. »

Le règlement précise la hauteur maximale autorisée, afin de limiter l'impact visuel et paysager du projet. Celle-ci est portée à 3,5 mètres par rapport à l'égout du toit sauf impératif technique justifié pour lequel une hauteur de 12 mètres est admise.

En termes d'aspect extérieur, le règlement reprend les dispositions générales du PLUi et précise également :

« Les constructions ou éléments techniques (tels que containers onduleurs, containers batteries, transformateurs, local commande…) doivent présenter une seule et unique couleur, hors blancs et couleur vives. »

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

Les parties relatives aux antennes paraboliques et radiotéléphonie mobile, postes électriques et réseaux divers, dépôts, citernes et stockage, renvoient aux dispositions générales.

Le règlement sur les clôtures précise :

La hauteur des clôtures est limitée à 2 mètres maximum en limite de la voie, de l'emprise publique ou en limites séparatives

Toutefois, une dérogation concernant la hauteur sera admise, sous réserve de conditions liées à la sécurité du site. Celle-ci devra être prouvée (activité sensible, dangereuse…).

Elles seront constituées soit :
- D'une haie composée d'essences locales issues de la liste figurant en annexe,

- D'un grillage rigide de teinte foncée, doublé d'une haie composée d'essences locales issues de la liste figurant en annexe

L'article sur les espaces libres et plantations est rédigé comme suit :

Les surfaces libres de toute construction, ainsi que les délaissés des aires de stationnement doivent obligatoirement être engazonnés, aménagés et/ou plantés.

Il est recommandé que ces aménagements favorisent l'infiltration par l'utilisation de matériaux perméables ou toute autre technique permettant la pénétration des eaux.

Un traitement végétal qualitatif devra être réalisé en compatibilité avec l'Orientation d'Aménagement et de Programmation.

L'utilisation d'essences locales est obligatoire pour les plantations (liste des essences en annexe).

Les dispositions applicables à la zone et ses secteurs résultent des combinaisons des dispositions générales et des dispositions particulières.

Les règles sur les risques sont reprises au sein des dispositions générales.

Un renvoi à l'orientation d'aménagement et de programmation est mentionné dans l'article.

3. Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

Une Orientation d'Aménagement et de Programmation, obligatoire pour les zones à urbaniser, a été réalisée afin d'assurer l'intégration du projet dans son environnement immédiat.

Elle prévoit :

- **Les modalités d'aménagement, d'équipement et de programmation de la zone :** il est précisé que la zone est destinée à recevoir des équipements, en lien avec le règlement de la zone 1AUS.
- **Des dispositions en faveur de l'intégration architecturale, urbaine et paysagère :** un traitement végétalisé qualitatif est prévu sur les pourtours de la zone de projet, afin d'assurer la transition entre les espaces bâtis et non bâtis. Par rapport à la gestion des eaux, il est prévu la création d'ouvrage de gestion des eaux pluviales type noues et bassin.
- **Protection du patrimoine paysager (l'article L.151-23 du code de l'Urbanisme) :** la haie sur la partie est de la zone de projet est protégée au plan de zonage de Famars. Cette protection est reprise sur l'OAP afin d'assurer une cohérence entre les pièces.



Haie protégée en application de l'article L.151-23 du code de l'Urbanisme

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

OAP FAM06 Commune de Famars

Périmètre OAP

Thème 1 : Modalités d'aménagement, d'équipement et de programmation de la zone

Equipement

Thème 2 : Insertion architecturale, urbaine et paysagère

Mise en oeuvre d'un traitement végétal qualitatif des limites

Ouvrage de gestion des eaux pluviales à créer (type noue)

Ouvrage de gestion des eaux pluviales à créer (type bassin)

Protection du patrimoine paysager (L151-23 du CU)

Elément linéaire (fossé, talus, alignement d'arbres ou de haies)

Thème 3 : Conditions de desserte et d'équipement de la zone

Principe d'accès à créer

Eléments informatifs :

Limites communales

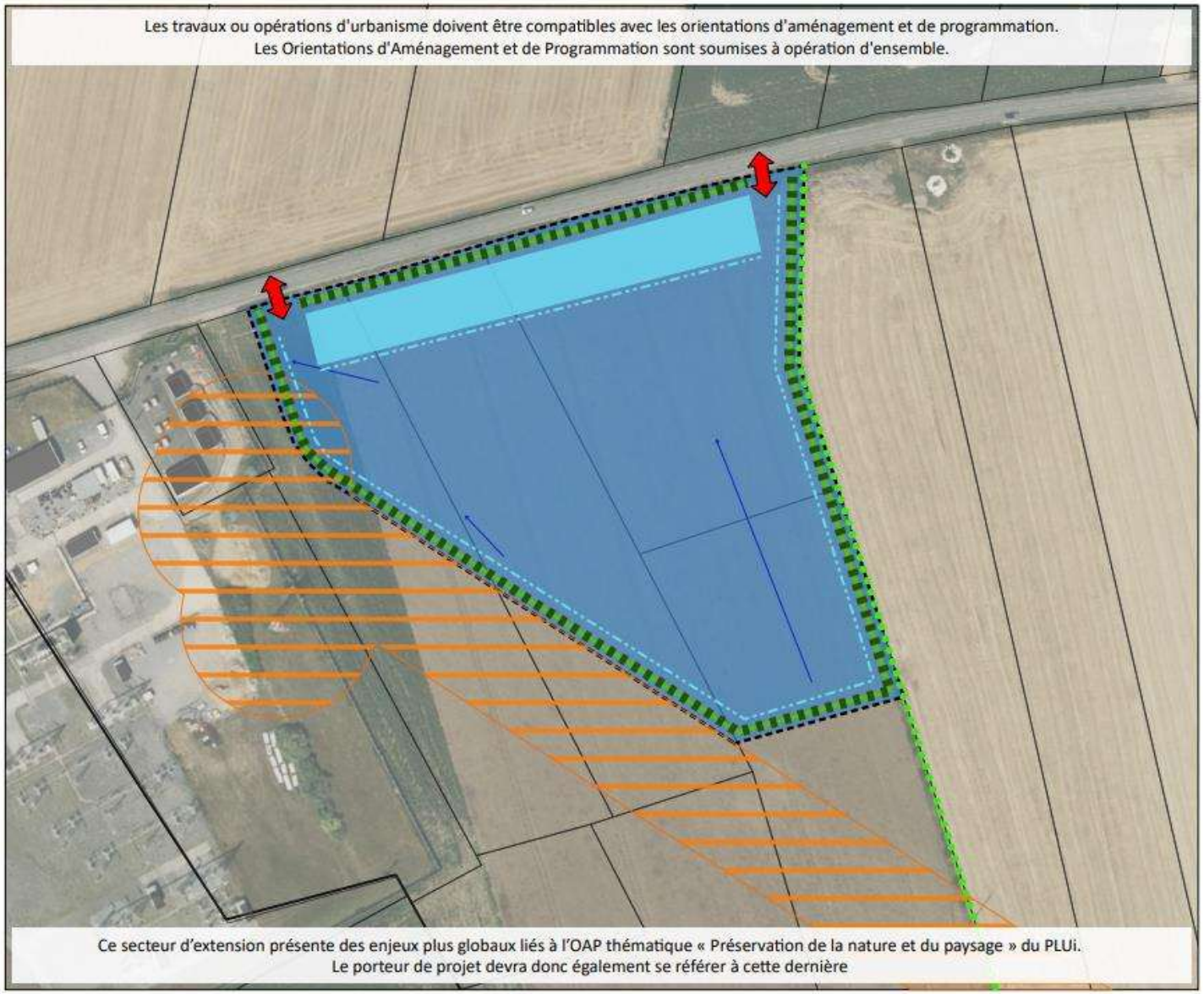
Servitude relative aux ouvrages de transport et de distribution d'électricité - I4

Servitude aéronautique de dégagement - T5 - couvrant l'ensemble de la zone

Axe de ruissellement

Si le contexte urbain de la zone de projet s'y prête, une attention particulière devra être portée aux cheminements d'accès vers les stations de transport en commun et plus largement aux modes alternatifs à la voiture.

Les travaux ou opérations d'urbanisme doivent être compatibles avec les orientations d'aménagement et de programmation.
Les Orientations d'Aménagement et de Programmation sont soumises à opération d'ensemble.



Ce secteur d'extension présente des enjeux plus globaux liés à l'OAP thématique « Préservation de la nature et du paysage » du PLUi.
Le porteur de projet devra donc également se référer à cette dernière

0 50 100 m

SOCOTEC URBYCOM Valenciennes Métropole

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

4. Evolution du rapport de présentation

Les modifications reprises dans la présente notice induisent une mise à jour de la pièce « 1.2. Justifications » du PLUi du rapport de présentation.

a. Les OAP sectorielles

Le tableau « Bilan des sites de projets encadrés par une OAP » concernant les communes de l'agglomération centrale, pages 336 et 337 sera modifié comme suit :

Secteur (SCoT/PLH)	Commune	Nom OAP	Vocation	Surface (ha)	Compris dans l'enveloppe urbaine ?	Impact sur le compte foncier ?
Communes de l'agglomération centrale	**Anzin**	ANZ01	Mixte	0.73	NON	OUI
	Aubry-du-Hainaut	AUB01	Habitat	0.88	OUI	NON
	Aubry-du-Hainaut	AUB02	Mixte	0.86	OUI	NON
	Aubry-du-Hainaut	AUB03	Habitat	0.66	OUI	NON
	Aubry-du-Hainaut	AUB04	Habitat	0.88	NON	OUI
	Aubry-du-Hainaut	AUB05	Habitat	0.19	OUI	NON
	Aulnoy-lez-Valenciennes	AUL01	Mixte	8.11	OUI	NON
	Aulnoy-lez-Valenciennes	AUL02	Mixte	1.20	OUI	NON
	Beuvrages	BEU01	Habitat	0.66	OUI	NON
	Beuvrages	BEU02	Habitat	3.98	NON	OUI
	Bruay-sur-l'Escaut	BRU01	Economie	1.25	NON	OUI
	Bruay-sur-l'Escaut	BRU02	Mixte	4.29	OUI/NON	OUI/NON
	Bruay-sur-l'Escaut	BRU03	Habitat	3.05	OUI/NON	OUI/NON
	Bruay-sur-l'Escaut	BRU04	Economie	2.94	NON	OUI
	Bruay-sur-l'Escaut	BRU05	Habitat	1.27	OUI/NON	OUI/NON
	Famars	FAM01	Habitat	1.00	OUI	NON
	Famars	FAM02	Habitat	0.77	OUI	NON
	Famars	FAM03	Mixte	2.14	NON	OUI
	Famars	FAM04	Habitat	2.51	OUI/NON	OUI/NON
	Famars	FAM05	Habitat	0.80	OUI	NON
	Famars	FAM06	Spécifique	2.05	NON	NC

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

	Marly	MAR01	Economie	48.01	NON	OUI
	Marly	MAR02	Habitat	3.09	NON	OUI
	Marly	MAR03	Mixte	1.01	OUI/NON	OUI/NON
	Petite-Forêt	PET01	Habitat	1.10	OUI/NON	OUI/NON
	Petite-Forêt	PET02	Economie	14.33	NON	OUI
	Petite-Forêt	PET03	Economie	1.94	NON	OUI
	Saint-Saulve	SSA01	Economie	0.20	OUI	NON
	Saint-Saulve	SSA02	Habitat	3.16	OUI	NON
	Saint-Saulve	SSA03	Habitat	4.19	NON	OUI
	Saint-Saulve	SSA04	Habitat	6.12	NON	OUI

b. Le bilan des surfaces

Le tableau récapitulatif de la surface des zones du PLUi figurant pages 240 et 241 des justifications sera modifié comme suit :

ZONE	SURFACE (ha)					Part totale	Répartition
	SECTEUR 1	SECTEUR 2	SECTEUR 3	SECTEUR 4	SECTEUR 5	Tous secteurs	Tous secteurs
Zones à vocation d'Habitat/Mixte							
UA	165,27	115,38	365,18	92,49	22,16	**20,08 %**	2,88
UAa	77,59	191,14	8,73	48,4			1,24
UAb	112,20		400,93	33,17			2,07
UAc	40,1	47,08		44,91			0,50
UAp			34,84				0,13
UB	182,54	338,88	10,74	171,87	123,72		3,14
UBa	23,64	19,03	10,83	9,74			0,24
UBb	29,89		93,1	177,99			1,14
UBc	25,69	14,72	157,17	131,8			1,25
UBd		57,79	53,08				0,42
UBe	2,84						0,01
UC		33,78	43,06	143,85	84,84		1,16
UCa		84,57	364,53	12,06	19,57		1,82
UCb		25,72		105,08	15,92		0,56
UCc				50,56			0,19
UD				4,72	429,7		1,65
UDa				3,44			0,01
UF				24,04			0,09
UK					115,49		0,44
UKa					20,94		0,08
UKb					40,5		0,15
UMa	7,27		112,8	13,62	2,83		0,52
UMb	6,03		94,34	3,97			0,40
Zones à vocation d'habitat/mixte spécifiques							
UR			20,21	29,37	46,46		0,36
URa				8,13			0,03
URb			36,35	19,43	6,54	**0,68 %**	0,24
URc	2,5	2,95					0,02
UV			4,26	1,84	0,58		0,03
Zones à vocation spécifique économique							
UE	3,25	112,31	85,12	108,36	40,63		1,32
UE1		25,74					0,10
UE2		6,74					0,03
UEa	10,07	55,6	45,52	21,3	53,41		0,70
UEb				2,75		**6,05 %**	0,01
UG		49,13		18,57			0,26
UGa		6,56	13,79				0,08
UZ	77,57	254,96	390,58	34,22			2,87
UZa			22,16	159,86			0,69
Zones à vocation spécifique de loisirs, éducative ou technologique							
UL	18,09	55,78	95,1	123,84	102,17		1,50
ULa		82,51				**2,02 %**	0,31
ULv		26,42		11,87			0,15

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026

UT		17,39					0,07
UTa		5 ,88					0,02
Zones d'extension							
1AU	16,8	24,57	34,02	25,17		**1,71 %**	0,38
1AUa		1,02	4,64				0,02
1AUL	0,25						0,00
1AUS		**2,05**					0,008
1AUE	4,23	12,58	4,2	48,29			0,26
1AUG		16,32					0,06
1AUZ		13,79	74,19				0,33
2AU	9,61	22,07	37,55	30,76	5,24		0,40
2AUE		7,45		18,7			0,10
2AUG		8,92					0,03
2AUZ			21,34				0,08
2AUT		9,41					0,04
Zones agricoles							
A	2 993,96	2 313,40	506,45	632,73	3,41	**46,24 %**	24,44
Acn	2 407,60	403,02	958,07	18,14			14,35
Aco	434,57	**584,38**	456,28	467,19	9,57		7,41
Ae		2,36		0,47			0,01
Aw				2,70			0,01
Zones naturelles							
N	1 041,56	1 013,36	2 759,01	360,80	193,58	**23,21%**	20,35
Na	3,12	1,32	1,07				0,02
Nd	35,03	32,16	92,31		22,33		0,69
NdEnr		72,41	44,57				0,44
Ne	82,61	5,89	15,06	2,30	6,47		0,43
Ng				14,73			0,06
Nj	57,18	28,71	26,20	28,17	5,52		0,55
Nl	25,68	31,35	51,29	13,77	20,75		0,54
Np	1,48	13,95	9,75	0,66	6,79		0,12
TOTAL	**26 377 ha**					**100%**	**100%**

CONCLUSION

La présente procédure de déclaration de projet entraine donc la modification du plan de zonage de Famars avec la création d'une zone 1AUS, et du règlement lié. Une Orientation d'Aménagement et de Programmation a également été réalisée afin d'assurer l'intégration du projet dans son environnement et dans le paysage.

Accusé de réception en préfecture
059-245901160-20260611-28843-DE
Date de télétransmission : 18/06/2026
Date de réception préfecture : 18/06/2026